

BAN!

Ordures et résidus



[LE BLEU DU CIEL]

BAN!

julien
blaine

édith
azam

bernard
noël

Ordures et résidus

Contributions de Nanni Balestrini, Jean & Fabrice Kehayan, Patrick Chamoiseau, Serge Letchimy... ainsi qu'un recueil de témoignages établi par les auteurs

Ce livre est au format PDF interactif. Le sommaire renvoie sur les pages concernées, le bouton en bas de page renvoie au sommaire. Pour sortir du mode plein écran, appuyer sur la touche Escape. Pour quitter l'application, appuyer sur «Ctrl Q» sur PC ou «Cmd Q» sur Mac.

[LE BLEU DU CIEL]

Table des matières

MANIFESTE BAN 5

L’Ordure 7

Crise de l’ordure 13

Les nommer 19

Les peuples heureux n’ont pas d’Histoire 23

« No more fear » 31

Arméniens : une réaction de troisième génération 37

Le cri du cœur de Fabrice..... 38

Libye : Torturés, soignés pour être retorturés..... 43

Sauvons les Grecs de leurs sauveurs 45

Passions grecques en dérive..... 51

Le « crime » d’être Grec..... 63

Si ce n’est pas aujourd’hui, quand ? 69

Ballade des ordures..... 73

Lettre ouverte à M. Claude Guéant 75

Leçon de choses 78

La France d’hier et d’aujourd’hui..... 83

LA France ? 91

J’avais quatre ans 95

départ seuil sol.....101

Trajectoire emploi !.....103

Sardines et couleuvres.....123

Quand notre vénéré Président candidat prend un bain de foule.....133

J’ai mal à mon droit de vote 137

Quelque chose doit être dit. Et les mots ne suivent pas.....143

Chambre 227.....147

Regardé.....148

Vive la hausse qui baisse 151

Adhérez au P.A.P. 155

MANIFESTE BAN

Qu’est-ce que BAN ?

C’est le rassemblement de plusieurs générations – (69 ans / 81 ans) à l’initiative de la plus jeune (38 ans) – dans le but de dénoncer un certain état ordurier du présent afin, bien évidemment, de le combattre.

Les problèmes sont aujourd’hui nombreux depuis que les maîtres de l’économie se vengent librement des concessions sociales qu’ils avaient dû accorder peu à peu durant un siècle aux divers travailleurs : ouvriers, employés, fonctionnaires. Leur force est qu’ils détiennent ou contrôlent le pouvoir en restant anonymes et masqués derrière les politiciens de la droite ou de la gauche libérale, leurs complices. Ces dominateurs ont perverti à leur service la plupart des rouages de l’État, mais ils disposent surtout des media populaires et, par eux, du moyen d’occuper les têtes en les privant de pensée, de réflexion et de conscience. Ainsi font-ils en sorte de rendre la servitude aimable en assurant la promotion d’une seule valeur : la consommation.

Nous n’avons pas d’illusions quant à l’avenir mais une volonté de résistance qui nous interdit la résignation et le renoncement. Cette résistance, nous pensons la développer par la réflexion et par le rassemblement de témoignages venus de milieux et de pays très divers. Ainsi, des écrivains se proposent de donner la parole à ceux qui ne l’ont pas et de créer pour cela un lieu d’expression qui ne sera pas, comme d’habitude, réservé à leur seul usage.

L'Ordure

Mardi 10 Janvier 2012. Il est 22 heures 04, j'écris derrière un grand rideau sombre. Mon front repose sur ma main gauche dont l'index et l'annulaire maintiennent une cigarette. Mes pieds : le droit repose en oblique sur le gauche, lequel est boulonné au carrelage. C'est un corps, un corps parmi les autres, traversant notre temps. Notre époque, qu'en dire ? Les fêtes de fin d'années viennent de s'effondrer, 2011 est fini : qu'en reste-t-il ? La mémoire, l'oubli ? Qu'avons-nous fait, et vivre qu'est-ce ? Parler d'espoir de société ? Le rideau sombre... approche. Que dire des orientations de nos démocraties... lugubres ?

J'écris. Lorsque je dis cela, voici l'incontournable réponse : « Quoi ? Des polars ? Des romans ? ». Je tente alors de préciser un peu la chose, en dépit de l'inconnu et de l'incertitude du terme que j'ajoute : « J'écris... de la poésie ». Si l'on ne lève pas les yeux au ciel dans la simultanéité d'un bref soupir d'exaspération ; si l'on ne me rit pas au nez et si, dans un élan de commisération, l'on ne me sourit pas comme... à un enfant malade ; me voilà sur le champ assimilée au mythe de l'être singulier, extra-lucide, éthéré. Au moins la situation est claire, accablante mais claire : plus personne – ou quasi – n'établit le lien, pourtant toujours vivace, qui unit la poésie à la politique. Aussi ne reste-t-il que des représentations caricaturales qui suffisent à couper toute parole tant la relation qui en découle s'avère déséquilibrée, et par conséquent stérile. Constat qui me mène, une fois de plus, à penser que nous sommes dans un véritable marasme culturel. Dans ce mot-là, j'entends la création – passée, présente, à venir – c'est-à-dire l'invention, la possibilité d'explorer et de faire cohabiter des univers particuliers capables de soulever des désirs, des interrogations, des remises en question ; soulever des réseaux aussi bien sociaux que : cérébraux. Autant dire en définitive, de rehausser la vie.

Disant cela, je ne révèle rien à personne, n'apporte pas grand-chose non plus si je pointe le désastre social dans lequel le gouvernement et sa présidence plongent notre pays. Leurs mesures, leurs lois, nous assassinent à petit feu mais : froidement. A l'ère du Capital Roi au Royaume du Libéralisme, qu'est ce que l'humain pour : des ordures ? Du Coca-Cola, du Foot, de la... prothèse mammaire, de la Télévision ? Bref, des cerveaux disponi... non, à ce stade de cynisme, croyez-moi, ils ne parlent plus de cerveaux mais : de bulbes providentiels pour leurs nouvelles expériences, leurs nouveaux champs d'exploitation. Esclavage moderne qui, si ce n'est déjà fait, nous réduira à n'être plus que des O.G.C, en trois mots, des Organismes Génétiquement Consommateurs. Soudain une sorte de gêne, de tension... J'écris, il est 22 heures 43, je suis au dernier étage d'un immeuble sans ascenseur : un lieu pour les oiseaux. Dehors il fait 6 degrés. Mon corps est au chaud. Un corps parmi les autres. Et me vient à l'esprit toute une réalité sociale que j'ai peine à décrire et qui me laisse un goût pour le moins amer dans la bouche. J'en viens à m'interroger sur ma responsabilité.

N'agissant ni plus, ni moins, que ce que signifie pour moi l'acte d'écrire, est-ce suffisant ? Que j'en vienne à douter, en général, cela est plutôt sain mais pour le coup : c'est l'inverse. Car c'est au mal aise ambiant que mon incertitude s'associe. Je me trouve démunie, n'accepte ni l'aveu de cette impuissance, ni l'angoisse qui en découle. Cela m'écœure. Cet étrange caillot qui coince dans la gorge, oui, cela m'écœure. Les choses sont si bien cousues que tout engagement paraît vain. "L'à quoi bon" gagne du terrain, on dit : "C'est inévitable, on a mangé notre pain blanc, de toutes façons, que faire ?" Effectivement, on peut rester là et attendre. Attendre quoi ? La fin de la crise ? La révolution ? Question perspective : Bravo ! Ah oui, soyons confiants, bientôt : les élections ! Effectivement, cela pourrait être un débat si voter avait encore du sens, autrement dit si, dans cette perspective, les individus étaient considérés en tant que citoyens.

Je signifie par là que notre fameux droit de vote ne signe absolument plus rien. Peut-être y a-t-il encore un droit, mais à quoi rime-t-il si voter n'est plus qu'un principe ? Un rituel ma foi, bien triste... Un geste auquel on croit mais, qu'on se le dise enfin, nos énarques se fichent de ce que signifie le terme citoyen. Que la majorité des journaux, chaînes de télévision, et radio soit sous la coupe de nos représentants – ou de leurs sbires – en est le signe le plus manifeste, poussant la confusion à un point de quasi délire où la réalité de ce qui **existe** dans une élection est définitivement détériorée, détraquée, à total contresens. Et nous voilà absorbés dans la spirale d'un bling-bling-show débile et par conséquent, si je puis me permettre : alarmant, à moins d'être résolu à devenir des Organismes Gravement Décérébrés.

Ainsi, aux vues de l'effondrement et du délabrement de ce qui relève des responsabilités de notre gouvernement, il est grand temps que chacun, en tant qu'individu responsable, s'interroge de manière rigoureuse et appliquée, sur la conception de la société dans laquelle il désire vivre. Il est de notre devoir, avant même d'aller voter, de prendre le temps nécessaire pour réfléchir à ce que cela implique. Or, à notre époque, penser devient presque impossible du fait de l'accélération permanente du rythme de vie, et du flot continu d'insipidités – appelées "informations" – qui parasitent nos esprits empêchant toute réflexion d'où, par voie de conséquence, la conception, l'élaboration et la mise en place de projets qui soient le fondement d'autres perspectives. A croire que nous ne fonctionnons plus que sur de vieux modèles ratatinés sur leur passé. Ainsi, serions-nous devenus des pratiquants du vote – au sens liturgique bien sûr – déposant docilement le petit nom dans l'urne sans nous poser plus de questions qu'un chrétien allant communier. Sauf que voilà, la foi du chrétien justifie son geste. La foi en politique... annonce le danger. Du reste, dois-je rappeler que... Dieu n'est pas le président, et l'inverse est tout aussi vrai. Mais, revenons-en au fait – il est d'une

limpidité sans pareille : voter donne, d’abord et avant tout, le pouvoir aux citoyens. Le centre, le noyau : oui, c’est le peuple. Mais comment peut-il reprendre ses droits lorsque, d’une part on l’assassine à grand coup de division sociale, d’exclusion, de xénophobie, de racisme ; et que par ailleurs, on l’abrutisse à grand coup de “programmes” inconsistants et démagogiques ?

Il est évident que l’urgence n’est pas dans le choix d’un président mais plutôt de sortir de chez soi, un balai dans les mains, afin de faire le ménage, afin d’endiguer ce système corrompu, frénétique, et, je maintiens : ordurier. Il y a de quoi hurler : nous ne le faisons pas. Pourquoi ? Par manque de cohésion, d’organisation et donc, c’est évident, de confiance. Confiance que nous ne pourrions gagner sans effort. Suis-je par là en train de suggérer qu’il ne faut pas voter ? Pourquoi pas, mais ce que je tiens surtout à souligner c’est que voter est un terme qui ne veut plus rien dire. Qu’un mot disparaisse du vocabulaire est une chose que je peux concevoir, bien que cela m’attriste, toutefois lorsqu’il s’agit de l’effacement d’un terme tel que VOTER, je crois qu’il y a danger, et danger redoutable. J’exagère ? Peut-être, néanmoins c’est ainsi que se déroule patiemment le processus de mise à l’oubli d’un terme, et par voie de faits, de mise à mort d’un geste. Le terme à éradiquer perd peu à peu toute consistance, devient une expression banale, signe un contre-sens, et puis, un beau matin, nul ne sait plus le définir, c’est du passé, une réalité lointaine, et hop, le tour est joué, tout va à la casse, le mot aussi bien que l’acte qu’il désigne... Aussi, au-delà de notre riquiqui droit de vote, il est grand temps que nous prenions la mesure de ce terme et que nous ayons à l’esprit que ce droit n’est qu’un leurre si nous ne pouvons pas **le penser**. Cela bien sûr prend du temps, cela demande des efforts, mais rien ne changera sans effort, et il serait bon de faire en sorte que La politique soit au service du peuple et non l’inverse... au risque de devenir aussi des OGS, c’est-à-dire des Organismes Génétiquement Serviles.

Il est l’heure, le rideau, tombe. J’écris. Consciente des réactions que cela peut induire, j’en viens à me demander si la prochaine fois je ne devrais pas annoncer tout de go “Je fais de la politique.” Cela centrerait le débat. A moins que, étant donné l’époque, il ne soit plus judicieux d’aller jusqu’à déclarer le plus sérieusement du monde : “Je vends de la politique”.

Quelle horreur...

Edith Azam

Crise de l'ordure

Indignez-vous, et puis quoi ? L'indignation, bien sûr, vaut mieux que la soumission, mais elle n'y met pas fin. Peut-être même l'apaise-t-elle comme la colère apaise une tension. L'indignation ressemble à la révolte. Son énergie est touchante, ses éclats séduisent et souvent rassurent, son effet est immédiat. Au mieux, c'est une prise de conscience, qui peut se développer ; au pire, c'est une crise sans lendemain qui a le tort de donner une bonne conscience à son acteur.

L'organisation actuelle du monde et l'orientation qui la guide sont révoltantes, mais elles ont l'habileté et le pouvoir de nous faire croire qu'elles sont la seule voie. Socialement, elles ne produisent que de l'ordure et la qualifient de nécessité raisonnable. Ainsi, graduellement, tout est dénaturé afin de rendre l'aliénation désirable tandis que la perte de la liberté devient un gage de sécurité. Le travail demeure la base de l'existence mais c'est une valeur sans valeur puisqu'on lui reproche d'être ruineux pour les entreprises et d'un coût fatal pour la compétitivité. Tous les acquis sociaux sont désormais des obstacles pour l'économie et ils s'autodétruisent en creusant leur dette. Quant aux services publics, ils avaient le tort de rendre service à tous alors qu'ils ont à présent l'avantage de faire payer par tous la richesse de quelques-uns.

La différence entre la réalité et le discours des profiteurs serait caricaturale si elle ne faisait le malheur de millions de pauvres et de chômeurs : elle est socialement ordurière et humainement meurtrière. Tout démontre que le patronat et ses serviteurs n'ont jamais accepté les progrès lentement conquis par les ouvriers et les employés de telle sorte qu'ils en précipitent la destruction. Une de leurs armes récentes est la délocalisation : elle a pour prétexte le recours à une main-d'œuvre bon marché, mais sa raison principale est de réduire par le chômage la

solidarité des travailleurs afin de les rendre plus dociles. L'une des plus belles escroqueries de la droite au pouvoir est le slogan : « Travailler plus pour gagner plus » puisqu'il est accompagné de la liquidation de cinq cent mille emplois industriels. Une autre belle performance de ce pouvoir est la subvention des heures supplémentaires qui se situent au-dessus de la durée légale du travail hebdomadaire laquelle est de 35 heures, les fameuses 35 heures socialistes qu'il fallait supprimer d'urgence car coupables d'avoir provoqué un désastre économique ! Pendant cinq ans, le pouvoir a donc dénoncé ce qui l'autorisait à se vanter de millions d'heures au bénéfice des travailleurs alors qu'elles empêchaient de créer des emplois et servaient les entreprises...

Tout cela est trop banal dès qu'énoncé mais prouve que les mesures théoriquement sociales du pouvoir sont la façade d'une immense déchetterie où le code du travail est peu à peu déchiqueté. D'ailleurs qu'est-ce qui règle aujourd'hui le travail, et spécialement dans les services privatisés, c'est le « management ». Et quel est son but principal ? Mettre constamment le travailleur sous la pression de performances destinées à le disqualifier, soit pour qu'il prenne la porte, soit pour qu'il crève à la tâche en augmentant les normes du rendement.

Ce n'est plus la qualité qui, dans ce système, est décisive, mais la quantité. Il s'agit de faire toujours mieux en nombre parce que le nombre s'additionne, se multiplie et se prête aux statistiques tandis que la qualité se dérobe à toute mesure. La conséquence est un nombre record de suicides professionnels et le choix de la rentabilité comme seul critère d'excellence. Choix qui a des effets pervers dans les domaines où l'attente, la patience, la réflexion et le mûrissement étaient déterminants mais la rentabilité n'attend pas : elle est immédiate ou n'est pas. Il en va donc des œuvres comme des plats, qui doivent être consommés dès leur confection sous peine de finir à la poubelle ou au pilon.

La nouvelle morale nous assure que la chose la plus demandée est évidemment la meilleure. Le nombre est une preuve : la preuve que la majorité est bien la plus représentative et qu'elle mérite d'exercer le pouvoir. Ce principe est indiscutable puisqu'il est la base de la démocratie. On ne saurait s'en prendre ni à la publicité ni à la démagogie ni à l'habileté de celui qui les utilise pour sa promotion puisque son succès démontre qu'il possède justement l'habileté adéquate à la fonction qu'il ambitionne.

Ce spectacle est inévitable : il a remplacé la pensée politique. Sa minceur passe pour de la transparence. Lui aussi relève d'une sorte de « management » généralisé dont rien ne dénonce l'ordure : une ordure propre, sans bavure visible, sans merde et sans sueur. L'ordure ancienne était matérielle et physique ; l'actuelle est la perversion de toute corporalité qu'elle neutralise et prive d'humanité. Le morcellement des tâches, la privation d'initiative, la perte d'engagement personnel détruisent le sens et le goût du travail. Plus question d'épanouissement mais de cadence et de production. Plus d'interlocuteurs, rien que des voix machinales dès qu'on a besoin d'un renseignement. Au lieu de l'attention naturelle, l'isolement et la solitude.

L'ordre est de déshumaniser les rapports publics dans les commerces, les banques, les bureaux. À quoi bon cette perte de temps qu'est la relation quand seul importe le rendement ? Le téléphone, internet et les robots remplacent efficacement vendeurs et guichetiers. Les emplois manquent sauf pour les machines, qui sont d'ailleurs des employés modèles car, une fois mises en marche, elles obéissent à la perfection et vont jusqu'à l'épuisement. Le code du travail vient d'être effacé par les accords dans le cadre des entreprises : les travailleurs vont pouvoir diminuer légalement leur salaire pour sauver leur emploi et limiter ainsi les effets de la crise.

L'une des plus belles inventions du Capital est la « crise » : elle sert à semer la panique dans l'imaginaire collectif afin de le préparer aux sacrifices déclarés indispensables et qui, sous le nom de *austérité*, restaureront la normalité, c'est-à-dire la domination de la finance. Autres avantages : tant que dure la crise, les banques ont le droit de voler l'État et l'État le devoir de se laisser voler. Mieux encore, grâce à l'Union capitaliste dite Union européenne, un État a l'obligation de réduire son peuple à la misère pour rembourser les banques, et d'abord celles qui l'ont encouragé à dépenser au-delà de ses moyens.

La crise est à la fois un instrument d'oppression et de répression en même temps qu'une bonne manière de conforter le pouvoir quand il a gâché son image par de trop visibles injustices. Elle le déculpabilise en lui permettant d'accuser les circonstances, les fraudeurs sociaux, les immigrés clandestins et, bien entendu, l'irresponsabilité de l'opposition. La crise fait oublier les promesses non tenues et la corruption en occupant toute la devanture politique où l'on voit l'agitation salutaire du Président, qui sauve l'euro et discipline l'Europe. Il arrive même qu'on y vante les effets bénéfiques du système d'assurances sociales qu'on est pourtant en train de détruire. La crise enfin désarme d'avance la tentation de la révolte et de l'émeute en fournissant des images fatales pour la résistance grâce à l'occupation médiatique des têtes.

Cette occupation est d'une efficacité bien rôdée que vient compléter le désastre créé dans l'Éducation nationale. Il faut rationner l'intelligence afin de la réserver à l'élite qui gère le pouvoir, dans le but de lui éviter une contestation également intelligente. On sait que la consommation massive des images visuelles entraîne un vide mental que comble uniquement la récurrence de cette consommation. Et que l'ordre repose aujourd'hui sur la fabrication d'un appétit que ranime sans cesse la marchandise faite pour l'exciter en ayant l'air de le satisfaire.

Peut-on métamorphoser la conscience qu'en chacun les conditions générales ont formée ? Tous les liens sociaux traditionnels contribuent à sa soumission : famille, propriété, travail. Il ne faudrait cependant qu'un peu de réflexion pour s'apercevoir que notre besoin de travailler et de consommer, que ce besoin vital peut devenir un capital individuel en s'arrachant à sa dépendance ordurière du capitalisme qui l'exploite en se flattant de l'entretenir. Le choix serait alors possible de la jouissance contre le Marché.

Ce choix, évidemment, menacerait l'Ordre et il serait en soi une révolution : une révolution non violente faite de rire et de refus. L'erreur et l'échec de toutes les révolutions furent de vouloir s'emparer du pouvoir. Quand l'humain prime et la conscience de la solidarité qu'il exige : il ne s'agit plus de prendre le pouvoir mais de le dégrader à jamais.

Bernard Noël

Les nommer

Comment les qualifier « à juste titre » ?

Comment trouver des insultes convenables ?

C'est-à-dire, comment crier à ces gens-là des jurons qui sortiraient de l'ordinaire,

qui leur seraient réservés ?

qui leur seraient propres ? (si on me pardonnait ce terme !)

Des jurons et insultes adressés exclusivement à leur intention.

Et qui, au moment même où ils les entendraient, ils comprendraient aussitôt et une bonne fois pour toute, que de moins en moins de personne ne sont dupes de leurs mensonges, de leurs mystifications, de leurs tromperies, de leurs lâchetés, de leurs dissimulations, de leur habileté, de leur hypocrisie, de leur duplicité, de leur cynisme.

Comment arriver à pondérer leur arrogance, à réduire leur suffisance, à se moquer de leur morgue, à ridiculiser leur fatuité ?

Alors voilà ce que je vous propose :

d'insulter Sarkozy en le traitant de guéant, insulter Fillon en le traitant de barouin, insulter Kosciusko-Morizet en la traitant de morano, en traitant Mitterrand de lefevre, en traitant Lagarde d'alliot-marie, en traitant Péresse de bachelot-narquin, en traitant Le Maire de besson, Ollier de lellouche, Kouchner de tron, Mercier de woerth, Bockel de wauquiez, Estrosi de ciotti et vice versa, Raout de mariani, Devedjian de sauvadet, Apparou de Douilet, Juppé de chatel, Laffineur de greff, Longuet de montchamp, Leroy de raincourt ou de courtial, Bougrab de Penchard, insulter Horfeux en le traitant de sarkozy et Copé en le traitant de copé ou de bertrand et Bertrand de bertrand ou de copé...

Cette liste n'est hélas pas exhaustive.

On peut renouveler ces insultes en alternant les noms propres et les noms communs et en métamorphosant des noms propres en insultes et des insultes en noms propres !

On pourrait même améliorer l'insulte par quelques adjectifs adéquats en traitant Sarkozy de triste guéant, Hortefeux de misérable borloo, Juppé de sinistre besson, Wauquiez de petit douillet.

On améliorerait encore en se trompant sur la prononciation par exemple Sarkozy serait traité de pauvre nuéant, Barouin de corloo, Guéno de moruno, et Hortefeux de triste sillon.

C'est plus clair et bien plus efficace que de rappeler quelques traits de leur caractère et de leur comportement comme l'inculture érigée en valeur indispensable, la vulgarité devenue un état de droit, la bêtise permanente dans leurs discours et commentaires et surtout cette éternelle adolescence qui les caractérise et dont ils ne parviennent pas sortir, cette adolescence insolente des beaux quartiers, cette adolescence attardée de jeunes gens et jeunes filles qui n'en finissent pas avec leur puberté...

On remarquera à quel point j'ai été modéré dans mes propos, en effet je me suis censuré, je ne les ai pas traités de triste clavier ou de ténébreux hallyday ou de sinistre charden ou de sombre bigeard ou de pauvre bruni ou de pénible segala...

On laissera au lecteur qui comme moi a conservé son esprit potache et qui le désirerait, le soin de transformer par des contrepèteries et autres jeux de mots ou approximations ces noms propres en gros mots plus communs.

Qu'il commence par les faciles comme : rosso-debord ou fiester ou beschizza ou morin ou ciotti ou raoult ou estrosi ou kosciusko-morizet

ou pécesse ou lellouche ou tron ou alliot-marie ou mitterrand ou apparu ou besson ou courtial ou laffineur ou longuet ou leroy...

Laissons finalement Sarkozy dans sa cour de récré car tout compte fait et tout mot entendu c'est à Guéno – dit Tristesi – que l'on devrait attribuer tous ces noms d'oiseaux :

« Et va donc Guéno ! eh ! sarkozy !
et Guéno, va te faire voir hortefeux !
et regarde le, Guéno, ce besson !
Etc. »

Julien Blaine

Les peuples heureux n'ont pas d'Histoire

Quand on veut se débarrasser de son chien, on fait dire aux médias : qu'il a la rage. Jamais encore la liberté d'expression n'aura été si mal. Les faits et les barbaries sont relatés par les médias à partir du moment où diaboliser un tyran ou un régime sert les intérêts d'une dite démocratie plus exsangue que jamais. Tel fut le sort de Moubarak, Kadhafi, et Ben Ali, alliés d'hier, ennemis d'aujourd'hui. Kadhafi, quelques mois avant sa chute, était reçu à l'Elysée par Sarkozy, dont la campagne fut en partie financée par cet « *interlocuteur de marque* » de jadis, ce « *lynché* » : Kadhafi a emporté avec lui ses secrets et les magouilles de l'Occident. Il semble que nous soyons dans l'ère d'une hégémonie capitaliste votée démocratiquement par des citoyens éduqués dès leur plus jeune âge à la consommation sauvage. *Utilise ton ennemi, fais-en ton ami s'il est rentable, diabolise-le après usage pour mieux le jeter, et surtout éduque le consommateur lambda qui votera pour la perpétuation de ta politique.* Telle est la devise de tout « colonisateur-moderne-démocrate », maxime qui justifie, non seulement la propagande de la peur, l'islamophobie et les stéréotypes sur les cultures colonisées et/ou diabolisées ; mais qui de surcroît, encourage et cautionne par je ne sais quelle autorité, le droit d'ingérence et d'assistance aux peuples « pauvres », dits du tiers-monde. Compassion qui, bien sûr, est elle aussi instrumentalisée. Assister pour mieux contrôler, telle est la devise de tout sauveur-persécuteur soucieux avant tout de l'intérêt mercantile. Si l'occident était charitable et soucieux du devenir culturel de l'humanité, il aurait géré, tous pays confondus, la crise financière de ces dernières années par une baisse des budgets alloués à la sécurité des États et le maintien des budgets alloués à la culture et à l'éducation. Aucune démocratie ne peut se construire sur un déclin culturel au profit d'un **réflexe** à l'appât et au gain, car la culture est l'indice et le moteur d'une pensée moderne éclairée. Or cette pensée,

individuelle ou collective, est partout combattue dès qu'elle dessert les discours politiques des États. La pensée, lucide et libre, est le premier ennemi des pouvoirs aussi bien en occident que dans le monde arabe. Certes le régime Assad est sanguinaire, certes la liberté d'expression est combattue de manière abjecte par le régime syrien, certes la désinformation et les manipulations médiatiques sont instrumentalisées honteusement par une dictature aux mensonges ubuesques, il n'en demeure pas moins qu'aux États-Unis, la police fait des rafles contre des activistes d'Occupy Wall Street. Sans doute cette comparaison est-elle hâtive et les deux systèmes politiques incomparables, néanmoins toutes proportions gardées les pressions exercées sur nos libertés individuelles, se font partout, avec plus ou moins de sanctions, de censure. Et en dépit du fait que les citoyens américains disposent d'un système judiciaire apte à les défendre, il ne faut pas sous estimer le nombre de procès incomplets à la suite desquels des innocents – trop pauvres, trop noirs, trop peu puissants – furent condamnés à mort. Quoi qu'il en soit, il convient de reconnaître aux démocraties occidentales qu'elles octroient à tous de pouvoir dire non au système, sans pour autant mourir sous la torture.

Certes il est capital de dénoncer les crimes abjects du régime Assad et leurs 9000 victimes environ – pour la plupart civiles, presque autant que le conflit israélo-palestinien en vingt ans –. Toutefois, le recul est nécessaire, si l'on veut tenter une analyse impartiale de la complexité des événements et des enjeux qui se trament dans les coulisses des révolutions arabes. Si les mouvements populaires arabes insurgés contre les dictatures sont avant tout sociaux, ils font aussi les frais de manipulations et d'interventions étrangères soucieuses de s'adapter à une situation. Cela bien sûr, afin de revoir et corriger leurs intérêts géostratégiques en fonction des nouvelles données. En effet il est indéniable que dans cet

imbroglio indénouable d'intérêts visibles et invisibles, les grandes puissances s'affrontent. Comprendre le Moyen-Orient d'aujourd'hui suppose de disséquer les différents plans de sa prédation toujours d'actualité. Vassalisé par l'Empire Ottoman, puis mis sous la tutelle d'un Occident pionnier des colonisations et de l'esclavage, soumis ensuite à l'impérialisme américain, comment cette région du monde aurait pu avoir le temps de : se relever, respirer, combattre, résister, se défendre ? Le développement d'une pensée politique approfondie doublée d'un bon système éducatif aurait permis aux peuples arabes de résister aux occupations, tout en luttant contre l'analphabétisme. Ce fléau d'ailleurs, s'avère le terreau fertile non seulement des montées fondamentalistes longtemps brandies par les dictateurs, mais aussi de l'impérialisme occidental en guise de justification de leurs politiques répressives ou infantilisantes, passant de l'invasion préventive contre un terrorisme surmédiatisé, jusqu'à leurs aides fausement condescendantes à l'égard des « nécessiteux ». Le monde arabe n'est pas « nécessiteux », il est gardé au-dessous d'un seuil d'autonomie par sa dépendance d'une pauvreté créée avec la complicité des monarchies absolues et des dictatures arabes. En Israël, l'eau est volée aux Palestiniens avant de leur être revendue. De même le gaz égyptien est acheminé en Israël pour une somme inférieure à celle que payent les Égyptiens. L'état de « nécessité » du monde arabe est né des pillages successifs et continus, des systèmes et des stratégies mercantiles. Il suffit que le capitalisme ait besoin de carburant pour que le Moyen-Orient paye de ses ressources naturelles et humaines, soit en enrichissant l'élite au pouvoir et ses alliés, soit en sacrifiant ses civils sous des rafales d'obus. L'invasion de l'Irak a fait un nombre incalculable de morts. En Libye, les frappes de l'Otan furent bien moins soucieuses de la démocratie du peuple libyen que des rétributions pétrolières compensant le coût de la guerre « charitable » engagée contre Kadhafi. Pour faire tourner les machines de guerre

occidentales – moyen rapide de relance économique – et maintenir les nombreuses alliances, qu’il s’agisse du soutien indéfectible des Etats-Unis à Israël, de celui de la Russie au régime Assad, ou de bien d’autres encore, les interventions ne reculent devant aucun sacrifice. Mais le sacrifié, bien sûr, n’est jamais soi. De toute manière, c’est le monde arabe qui payera le prix de la loi du plus fort. En voici un bon exemple : le Plan Kissinger. Ce plan, élaboré par Henri Kissinger, prix Nobel de la Paix en 1973, et Secrétaire d’Etat aux Affaires Etrangères Américaine (de 1973 à 1977), visait dans ses grandes lignes à mettre fin au conflit Israélo-Palestinien au moindre coût. Le moindre coût signifiait à l’époque, et à l’échelle régionale, que le Liban soit sacrifié au profit de la cause palestinienne, voire offert en compensation des territoires palestiniens occupés par Israël en 1948 et en 1967 après la défaite cuisante des forces arabes au lendemain de la guerre de Six Jours. Déjoué par une résistance chrétienne – à l’époque hostile à la présence Palestinienne – plus forte que ne le prévoyait ledit plan, ce dernier ne cessera de connaître des variantes revues et corrigées. Désormais on parlera – cette question fait partie des débats politiques de l’actualité libanaise – d’une implantation des Palestiniens plutôt que d’un remplacement d’une population par une autre. Le but poursuivi est que la présence chrétienne au Liban se désagrège d’elle-même. Lentement mais sûrement, que le déséquilibre communautaire ainsi enclenché soit suivi d’une émigration – en marche d’ailleurs – de la jeune génération de cette communauté. Car qu’on le veuille ou pas, la présence des chrétiens d’Orient est la garantie du vivre ensemble communautaire des deux religions majoritaires qui s’affrontent depuis leur scission : Le chiisme et le sunnisme. En fait il est surtout question, et sur une large échelle, d’une partition de la région en fédérations ethnico-religieuses, dont l’Irak est un début et un exemple. Le Liban, sa guerre civile et son *statu quo* d’après-guerre, n’ont été rien d’autre qu’un laboratoire à ce plan qui continue de se jouer, et au service

duquel tous les outils sont déployés par les médias et leur « occidentalisation » du moyen-orient. Ainsi, au final, sous couvert de solidarité avec les « pauvres » peuples arabes, circule une xénophobie implicite enrobée de belles intentions. Aussitôt qu’un intellectuel arabe tente de critiquer les plans, il est accusé de prendre part aux théories dites de la conspiration paranoïaque d’un monde arabe trop méfiant pour être rationnel. La méfiance à l’égard de l’occident n’est pas inscrite dans les gènes du monde arabe, elle y a été importée après des décennies de vassalisation. Imputer la thèse de la conspiration à toute personne qui remet en question le système, est aussi aisé que douteux. Il en est de même de tout intellectuel juif, accusé d’antisémitisme ou du « refus d’être juif », aussitôt qu’il ose être critique à l’encontre de la politique d’Israël. Ces amalgames identitaires et religieux avec le politique, en perpétuant la confusion, contribuent au clivage ethnico-religieux. Tout système, même le plus infallible, qui n’intègre pas d’autocritique est voué à sa perte. Le réseau, tel que mis en place médiatiquement, empêche, au delà des tractations politiques, toute avancée intellectuelle notamment sur cette question de la nouvelle colonisation sacro-sainte par l’occident, d’un monde dit du tiers-monde et présenté comme tel. Quelle ironie de constater que le dit « tiers-monde », est celui-là même qui est « premier-monde » en ressources pétrolières. Le seul plan en marche est celui, économique-politique, du capitalisme, au détriment de la fracture d’un monde plus désagrégé que jamais. Tout le reste n’est que détails de l’Histoire. Sans compter que, pour qu’une révolution puisse avoir lieu sans qu’elle ne se mue en révolte stérile, il faut qu’elle soit accompagnée d’une réelle pensée politique or, il y a un décalage entre la scène politique sociale et économique dans la région et la pensée politique du monde arabe. De ce fait, ces révolutions prennent le risque d’échouer, car elles doivent inévitablement faire face à la mondialisation et au capitalisme. De fait ces mouvements ont à peine le temps d’être

sociaux et intellectuels (des bribes uniquement) qu'ils sont déjà détournés à la vitesse grand V vers l'intérêt mercantile de ceux qui s'arrogent le droit d'intervenir ou pas d'ailleurs. Merci aux moyens technologiques qui faussent et altèrent le temps réel qu'il faut pour qu'une action sociale et politique soit mise en place et s'accompagne d'une réflexion nuancée. Mais la réflexion ne sert pas aux abuseurs. Et le peuple syrien le paye de son sang. Car en définitive, c'est en son nom qu'on érige le mot *Démocratie, Démos peuple et Kratie, pouvoir*. Et c'est ce même peuple que l'on dépouille. A ceux qui défendront la thèse que tout *manipulé-dépouillé* se laisse *manipuler-dépouiller* et que de cela, au moins, il est coupable, je proposerai de relire *Les Damnés de la terre*, de Frantz Fanon. La psychologie du colonisé est complexe et l'agressivité sédimentée en lui, à force d'être dressé à rester à sa place et à ne pas dépasser les limites concédées à sa liberté surveillée, se retourne dans un premier temps contre les siens. Cette agressivité manifestée d'abord contre soi – instrumentalisée par ceux qui y voient une aubaine – est d'une actualité troublante dans le monde arabe. Il a fallu plus d'un siècle à la révolution française pour commencer à voir les fruits de sa démocratie. Si l'étape de cette « décolonisation » retournée contre soi, mènera le monde arabe à sa démocratie, alors qu'il en soit ainsi. A moindre dégâts, moindre « capitalisme ». Car ce n'est pas uniquement de Syrie, d'Egypte ou de Lybie dont il s'agit mais de l'humanité entière et de la responsabilité morale et politique que nous nous devons de cultiver envers nos civilisations plus que jamais métissées et communes, au-delà des particularités relatives à chacune, et qui ne peuvent être vécue sans la culture du lien, des nuances, et du respect de l'altérité religieuse, identitaire, et communautaire. S'il s'agit de dénoncer sans relâche les crimes contre l'humanité qui se trament en Syrie et les exactions du régime Assad, il s'agit aussi de tenter une distance raisonnable pour démasquer, en deça de l'information, les « laborantins »

politiques qui font de nous les cobayes d'un capitalisme en déclin qu'on s'acharne à faire perdurer quel que soit le prix payé par des plus faibles, des plus loin, des plus noirs, des plus aborigènes, des plus indiens.

Les peuples heureux n'ont pas d'Histoire, dit-on. Il m'arrive presque de penser que cette malédiction est un bien nécessaire – dont on se serait passé – pour qu'à défaut d'être repus de bonheur, nous soyons au moins vrais et engagés. Je reviens tout juste d'Egypte où, un an après le départ de Moubarak, la mise en place du diktat militaire et l'infiltration des mercenaires armés et des services de renseignement, ont eu gain de cause de l'énergie d'une société civile flouée à qui on a volé ses morts et ses martyrs. Une femme me faisant visiter l'avenue qui mène à la Place Tahrir, s'est penchée au sol, s'est agenouillée et m'a dit : « Vous voyez. C'est sur nos genoux et nos mains que nous devons marcher. Ici a coulé le sang de tant de jeunes ». Car au-delà de toute rhétorique intellectuelle, politique ou médiatique, les champs de bataille ne sont pas des mirages. Tant qu'à faire, autant finir martyr pour une cause, serait-elle utopique, plutôt que lobotomisé et abruti de matraquages et d'un confort égoïste et coupable de non-assistance à une humanité en danger.

Hyam Yared

« No more fear »

Ce n'est pas une nouveauté. Il est de coutume que les Révolutions ne tiennent jamais leurs promesses. Ceux qui les font s'en vont — pour des raisons mystérieuses d'ailleurs — et ceux qui les récupèrent les conduisent pour, en fait, les éconduire. Il en va, chez nous, aujourd'hui de l'actuelle « troïka », composée de trois partis si éloignés les uns des autres, mais que les ambitions politico-financières ont réuni autour du même butin de guerre, voire du même gâteau.

Je n'ai pas à mentir : si je passais — et à faux titre — pour un apparatchik du pouvoir de Ben Ali, parce que je suis originaire de sa ville natale qui est aussi ma ville natale, ce pouvoir veule que j'appelle personnellement « l'Ancien régime » (pour tout vous dire), c'est que j'ai à mon corps défendant accepté ce « régime » et tout ce qu'il incarnait pour ne pas voir et encore moins avoir à la tête de l'État, dans lequel je travaille à titre de fonctionnaire et pour lequel aujourd'hui je me bats sans aucune garantie, des gens capables d'être en faveur de l'excision de nos filles, des gens réclamant la polygamie, des gens réclamant le rétablissement de la charia dans notre République, des gens ne cherchant qu'à rétablir le khalifat ou un régime littéralement théocratique en somme. S'il est une belle expression française, « tomber de Charybde en Scylla », moi, je me dis modestement, en bon Tunisien : « J'ai mieux fait d'accepter de vivre sous l'égouttoir parce qu'à l'heure qu'il est je me retrouve sous la tempête. »

Mais, sachez-le, le « je » que j'emploie n'est pas un autre. Le pauvre, il en est incapable. Et pour preuve, puisqu'il assiste incapable à des scènes littéralement absurdes. C'est que l'un des plus beaux credo crié et répété entre décembre 2010 et janvier 2011, pendant ce qu'on appelle « la Révolution du jasmin », a été « No more fear ». Il y a eu, semble-t-il, un film portant ce titre. Mais à quoi bon les credo, les films et les cris quand ladite « troïka », qui ne l'est pas, parce que c'est Ennahdha, le parti islamiste du pays, qui tient les rênes du pouvoir et se permet d'envoyer ses enfants *salafistes*, qui sont en fait ses factions ou milices armées, terroriser la terre de Tunisie ? Ces enfants-là, de blanc vêtus, tels de vrais talibans expatriés en Afrique du nord, hissent des drapeaux noirs. Plus rien à voir avec les couleurs de la Tunisie. Ni petit cercle blanc signifiant la paix, ni rouge sang rappelant la vie, ni croissant ni étoile signifiant l'appartenance de notre pays à quelque chose d'autre, l'Univers somme toute. Ceux-là, ces talibans hissent des drapeaux noirs avec la seule inscription : « Il n'est de Dieu qu'Allah et Mahomet est son Prophète. »

Ceux-là n'étaient pas là pendant la Révolution du peuple tunisien, dont les réclamations, les exigences et les nécessités étaient « Travail, Liberté, Dignité ». Pis encore, ils étaient soit en prison — pour des raisons que nous ne réfuterons pas à « l'ancien régime », vu qu'ils avaient des armes et cherchaient, en tuant et plus encore, à instaurer un ersatz de khalifat islamique, et même le ministre de l'Intérieur, lui-même Nahdhaoui invétéré, l'a avoué lundi 13 février 2012 —, soit à l'étranger, tout comme leurs chefs hiérarchiques, mais pas dans les hôtels de luxe londoniens. Ils étaient dans les cavernes d'Ali Baba, en Afghanistan, au Pakistan, en Algérie sous l'égide d'une organisation à laquelle ils prêtent allégeance plus qu'à toute autre au monde, Al-Qaïda, ou dans celles aménagées dans la superbe île du Qatar où tout ressemble à un décor hollywoodien, d'al-Jazeera au faux sourire de la Princesse Mouza, sans parler de la politesse

du Maître des lieux. Ils étaient là-bas et ils sont ici. Ils ont même eu le droit de vote et ils ont voté pour Ennahdha. Certains ont même voté pour le CPR, le Congrès pour la République, quand leurs chefs leur ont demandé de le faire, le quota le jour des élections (le 23 octobre 2011) ayant été atteint. C'est qu'ils n'ont pas fait bourrer les urnes à la manière de Ben Ali, mais ils ont fait mieux : ils ont acheté les voix, et cela tout le monde le sait en Tunisie, même ceux qui ont voté pour eux et qui ne le feront plus, tout simplement parce qu'ils se sentent bernés, à commencer par les *salafistes*.

Ici, une page d'histoire vivante me semble s'imposer. Wajdi Ghanim, un extraordinaire prédicateur wahhabite, a été invité en Tunisie. Qui l'a invité ? — Des associations caritatives, nous assure-t-on ? — Comme aux États-Unis, avons-nous envie de répliquer ? Mais personne ne nous répond, car des officiels d'Ennahdha, le parti islamiste officiel, sont allés à sa rencontre à l'aéroport et ils l'ont tout aussi bien accompagné lors de sa visite du territoire national que pendant ses prêches qui appellent à tout sauf à la civilité, la citoyenneté et à l'État.

Je ne témoignerai que de ce que j'ai vu et vécu. À Sousse, où il était attendu lundi 13 février 2012, pour une conférence ayant pour titre ou sujet (mais cela n'a pas de sens pour ces gens-là, tous les sujets les ramenant aux mêmes principes), il devait poser et se poser la question suivante : « Pourquoi l'application de la charia leur fait-elle si peur ? » — Oui, peut-on se poser légitimement la question, c'est loin de toutes les interrogations non seulement posées par la Révolution tunisienne, mais encore par toute notre actualité, la neige, oui la neige, ayant dans le nord-ouest tué, affamé et amoindri une bonne partie des nôtres. Et cela pendant que notre Président de la République était en voyage dans le Maghreb en vue de l'unifier, sans parler des résolutions de notre Premier ministre qui avait, quant à lui, plus de résolutions quant à la Syrie que

pour son propre pays. Nous savons tous qu'il est des limites à tout, mais quand on exagère...

Or, ledit prédicateur prêchant pour l'excision et envers et contre tous les acquis de notre pays, la Tunisie, dont le Code du statut personnel a été promulgué le 13 août 1956, grâce au talent de Habib Bourguiba, que les islamistes et leurs factions salafistes qualifient de « kâfer », soit de mécréant, devait ce lundi 13 janvier 2012 prêcher à la grande mosquée de Sousse. Ce lundi-là était, pour moi, jour de cours, mais à quoi bon faire cours quand l'avenir de la petite à venir en dépend. Non, vous autres obscurantistes, ni ma fille ni ma femme ne seront affectées par vos traces ignobles. Il faudra d'abord me passer sur le corps. Mais ce lundi fut celui de la désespérance, tant ils étaient nombreux, ces jeunes salafistes aux poils follets, aux vêtements afghans étrangers, aux paroles malfamées, à la violence complètement dévouée. Ils arrachèrent pancartes, giflèrent et insultèrent femmes, bousculèrent hommes, insultèrent tout, tout, tout. Tout cela au nom de leur prédicateur, de leur khalifat à venir — ou de leur ignorance en gésine de jour en jour ?

Oui, je l'avoue, ils étaient effrayants. Leur tonus, leur foi, leur sans vergogne, qui, à travers leurs cris, leurs insultes, leurs coups, leurs regards, étaient à la fois dangers, dangers de mort, mort, mort de tout dialogue et mort de toute vie. Il y eut parmi nous des blessés. Jamais je n'oublierai cette jeune femme, enseignante d'anglais à l'Institut Supérieur de Gestion de Sousse, dont les cris et les larmes me hanteront à tout jamais : « Où étiez-vous quand nous priions les balles de nous tuer au nom de la Liberté ? »

Plus jamais des larmes comme celles-ci ne couleront dans mes yeux. À un salafiste, de blanc vêtu tel un afghan, drapé d'un manteau vert, d'une barbe inexistante et néanmoins induite de henné, chaussé de vraies Nike, et prompt au combat, qui m'a dit « Dégage ! », j'ai sans ciller

répondu : « Dégage toi-même, tarlouze ! » Il ne m'a pas compris. Il a insisté du regard et d'une main qu'il cherchait en vain, pour m'intimider, à sortir de son manteau par ce temps de froid, j'ai alors, souriant, fronçant les sourcils, tiré mon marteau. À terre, il m'a dit : « Samehni, khouya », soit « Pardonne-moi, frère ! » Mes Camarades et ses petits frères l'ont arraché d'entre mes griffes et des coups de mon marteau vivant. J'ai modestement formulé ces phrases : « Ici, c'est la Tunisie et non le Tunistan. Vous n'êtes que des invités. Et encore, des invités très malvenus. » Je l'ai dit en français, que le Ciel s'abatte sur ma tête tel un beau coup de marteau. Je rêve aussi d'une faucille pour me couper la gorge ! Je caricature ? — Non, nous entonnons l'hymne national tunisien qui commence par :

Lorsqu'un jour le peuple veut vivre,
Force est pour le destin de répondre,
Force est pour les ténèbres de se dissiper,
Force est pour les chaînes de se briser

Vers de notre poète national, Abou El Kacem Chebbi, mort à l'âge de vingt-cinq ans. Et ils se permettent ces nahdhaouis de salafistes ou salafistes de nhdaouis, car c'est du pareil au même, de répliquer : « Takbir ! », soit « Allahou Akbar ! » Non, vous n'arriverez pas à ôter la poésie de nos cœurs, car c'est, entre autres, à ce titre que femmes et hommes libres de Tunisie, nous sommes debout. Ces vers d'un poète français d'origine transylvaine, Lorand Gaspar, qui a opéré et soigné et guéri tant de Tunisiens à l'hôpital Charles-Nicolle, en témoigneront pour nous plus que vous et vos satanés prédicateurs :

travail infime d'un très lent savoir
dispersé par le flux d'une eau nocturne
où sans mémoire dérivent encore
cris et couleurs d'un marché d'Orient
odeurs de corps, d'épices et de bruits
portés par la houle de l'appel à la prière

Allahou Akbar

l'esprit jette son encre encore dans le feu
encre brûlée, rompue, éclaboussée —
la nuit sans mot longtemps croît tout autour

une main quelque part au loin joue
avec un rayon tombé du ciel

(Lorand Gaspar, *Patmos et autres poèmes*, Gallimard, 2002, p. 151.)

Non, plus jamais alors, nous n'aurons peur.

Aymen Hacen

Arméniens : une réaction de troisième génération

Au cœur du remue-ménage médiatique qui a entouré le vote sur la négation des génocides s'est révélé pour certains français d'origine arménienne un malaise. A l'approche d'une élection majeure, chacun racle au fond des tiroirs les voix récupérables. Sarkozy a fait fort : il s'est rendu en Arménie pour faire sa campagne et une députée a gagné son investiture dans une circonscription peuplée d'Arméniens. Des voix en utilisant la tragédie à vif dans nos chairs et une façon de tuer une deuxième fois Hrant Dink, ce journaliste turco-arménien tombé sous les balles d'un ultra-nationaliste de Trabzon. Notre homme se battait depuis des années pour la seule cause qui vaille : celle de la reconnaissance du génocide des Arméniens par la société turque. Travail de longue haleine qu'il a payé de sa vie. Car à la cause arménienne il voulait que l'on associe les massacres de Kurdes, de Grecs, d'Assyro-Chaldéens, de Hémetchetsis, quelques uns des peuples éradiqués par l'empire ottoman finissant pour donner naissance à la Turquie moderne. J'avais invité Dink à Marseille et la communauté apeurée par la pensée révolutionnaire du journaliste avait préféré fuir la rencontre en organisant le même soir une contre réunion et en débauchant des orateurs qui avaient accepté le débat. Là dessus s'est ajouté un article de Robert Badinter sur l'inconstitutionnalité de la loi. Pour certains ce fut l'occasion de dire que le sénateur n'était qu'un juif acheté par le lobby turc.

S'il est désormais notoire que la France n'a pas eu de politique étrangère au Maghreb et qu'elle s'est ridiculisée devant les poussées populaires de Tunis et du Caire, elle a depuis des années montré son incapacité de comprendre le désir d'Europe de la Turquie. C'est désormais un peu tard. Mais dans quelle situation se serait trouvée Ankara si la France avait entamé des pourparlers pour cette adhésion en mettant dans la corbeille des négociations les problèmes de la partition de Chypre, ceux des libertés

individuelles et collectives, le travail de vérité historique pour sortir du placard noir de l'oubli les millions de victimes ? Je l'ai dit, écrit et répété la Turquie était une chance pour l'Europe et cette dernière avait la possibilité d'exiger des avancées en matière de droits de l'Homme. Mais peut-être suis-je trop engagé dans ce combat avec des intellectuels d'Istanbul -dont l'éditeur et poète Ragip Zaraoglu- qui croupissent en prison pour avoir dit la vérité sur l'histoire niée. Aussi vais-je laisser la parole à mon fils, Fabrice, un vrai français de troisième génération arménienne qui, au cœur de la tourmente, m'a envoyé le texte ci dessous. Un cri du cœur, révélateur du malaise éprouvé par certains Français qui viennent de franchir la quarantaine et qui ont été bercés par une parole dont leurs aînés ont été frustrés. Ecoutons-le.

J.K.

Le cri du cœur de Fabrice

Je ne suis pas Turc. Je suis d'origine arménienne, revendiquée, aimée. Je ne crois pas que la France devait légiférer pour condamner la négation des génocides, dont celui des Arméniens.

Bien sûr qu'il y a eu génocide. Les historiens en attestent et seule la version officielle de l'histoire de la Turquie le conteste. La présence de nombreux Arméniens en France et dans le monde en témoigne par le vif. Je désire ardemment que le génocide perpétré entre 1896 et 1920 soit reconnu par tous (c'est le cas) et par la Turquie. Mais...

Qu'est ce qui me dérange dans cette affaire ?

Je trouve délicat qu'un pays légifère sur son histoire officielle. Alors, je trouve bien plus dangereux qu'elle le fasse sur l'histoire d'un autre pays. Il me semble que le fait que la France a accueilli nombre d'Arméniens dans les années 1915-1920 ou encore qu'elle ait été témoin (relativement

silencieux) des massacres sur place ne lui donne pas le droit de ce vote. Au fond, nos législateurs ont commis un acte d'ingérence que je trouve anormal et répréhensible au regard du droit public international.

Le vote présent est d'autant plus dommageable que la position de la Turquie sur la question du génocide progressait. Lentement ; peut-être trop lentement. Mais elle avançait néanmoins. Des archives s'ouvraient, des historiens turcs travaillaient la question, certains d'entre eux posant même le terme de génocide en lieu et place de celui de massacres. Des intellectuels s'emparaient de l'Histoire, y compris en relation avec des homologues européens. Cela se faisait peut-être lentement, mais cela se faisait. Et maintenant, que va t-il se passer ? Les autorités turques vont elles laisser les chercheurs travailler comme ils commençaient à pouvoir le faire ? A vouloir forcer la Turquie à avancer dans la voie de la reconnaissance n'a t'on pas pris le risque de porter un brutal et durable coup d'arrêt aux avancées en cours ? Qu'est ce qui est le plus important : que la Turquie ne puisse plus nier ou qu'elle accepte par elle-même de reconnaître, même dans plusieurs années ?

J'ai consacré une partie de mes études supérieures à la question du génocide des Arméniens ; et précisément à la question de sa reconnaissance par la France. Que constate t'on (et qui ne surprendra personne) ? Que la question du génocide des Arméniens n'est traitée en France qu'en périodes électorales. L'épisode de fin 2011 début 2012 n'aura pas échappé à la règle. Mais fallait-il que l'on prenne le risque d'une tension durable avec la Turquie pour quelques voix ? Et encore, qui risquent de s'annuler tant droite et gauche ont soutenu de façon égale la décision prise par l'Assemblée puis le Sénat. Au final, le crime risque de ne pas profiter, électoralement. En revanche, le prix peut être fort. Comment peut-on pour de bien faibles résultats électoraux créer une tension forte avec un pays qui est un partenaire commercial important et avec lequel les échanges doivent

et peuvent encore progresser ? Un pays qui occupe un espace géopolitique crucial. Un pays dont l'Arménie a besoin pour se développer. Un pays fragile politiquement et qui a besoin que nous le soutenions et non que nous le pointions d'un doigt accusateur à même de renforcer la conviction des nationalistes et des intégristes contre les tenants de l'ouverture, du progrès. La Turquie est une pièce majeure d'une stratégie européenne de l'euro Méditerranée. Il faut construire avec elle et non contre elle.

Je ne suis pas un tenant forcené de la real politik. Je ne dis pas qu'il faille nier la question du génocide pour des raisons d'ordre économique et stratégique. Je dis qu'elle peut être appréhendée différemment et qu'en l'espèce le temps est l'allié des descendants des victimes d'hier.

C'est le travail des historiens qui a permis la reconnaissance du génocide par l'ONU. C'est ce travail aussi qui a permis la reconnaissance par l'Europe et la France. C'est ce travail qui fera avancer la Turquie sur la question.

Enfin, le débat et le vote qui viennent de s'achever font de la Turquie d'aujourd'hui et de son peuple mon ennemi, moi descendant de victimes du génocide des Arméniens. Or, les Turcs d'aujourd'hui ne sont pas mes ennemis et ceux d'hier ne sont plus. Et je crois que si l'on veut que la Turquie progresse vers la reconnaissance du génocide il nous faut aller vers elle et avancer avec elle et non simplement lui opposer notre frustration et notre colère. Le plus grand enseignement de mon grand-père, arrivé orphelin à cinq ans à Marseille, est le pardon ; pas l'oubli, pas le renoncement, le pardon qui fait aller vers l'autre, qui fait progresser ensemble.

Une fois encore, sur la question du génocide des Arméniens, la courte vue locale et électorale l'emporte sur la stratégie nationale et internationale. Dommage.

Fabrice Kéhayan



Photos réalisées par Jean Kéhayan pour une série de reportages parus dans Libération sur les traces du génocide des Arméniens en Anatolie.

La série a reçu le Prix Bayeux du grand reportage en 2002.



Libye : Torturés, soignés pour être retorturés

Ch. Ly.

Mis en ligne le 27/01/2012

MSF suspend ses activités à Misrata. Des détenus pro-Kadhafi y sont torturés.

L'organisation Médecins sans frontières (MSF) a suspendu ses activités dans les centres de détention de Misrata en Libye après avoir constaté que des détenus avaient été amenés pour des soins auprès des médecins MSF avant d'être à nouveau envoyés dans des centres d'interrogatoire pour y être torturés. « Des patients nous ont été amenés au milieu d'un interrogatoire pour recevoir des soins médicaux afin de les remettre en forme pour la poursuite de cet interrogatoire. C'est inacceptable », a réagi Christopher Stokes, le directeur général de MSF.

BAN

Eh bien dis-donc BHL on ne t'entend plus !

Les détenus sont soit des prisonniers de droit commun, soit des sympathisants de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, aux mains des autorités libyennes, selon MSF.

Le témoignage de MSF rejoint celui d'autres organisations comme Amnesty international ou les Nations unies qui relèvent de nombreux cas de torture en Libye, trois mois après l'arrêt des frappes de l'Otan.

BAN

Eh bien dis-donc BHL on ne t'entend plus !

Jeudi à Bruxelles, le secrétaire général de l'Otan a exclu toute nouvelle intervention militaire. « Nous ne sommes pas présents en Libye et nous n'avons pas l'intention d'y retourner », a dit Anders Fogh Rasmussen lors de ses vœux de nouvel an à la presse. L'Otan « est intervenue sur la base d'un mandat de l'Onu qui n'est plus en vigueur ».

BAN

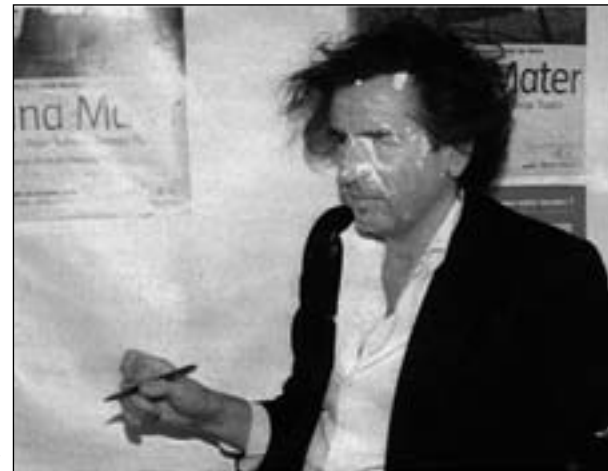
Eh bien dis-donc BHL on ne t'entend plus !

Le Conseil national de transition (CNT) n'a pas réussi à imposer son autorité sur tout le pays et sur les milices armées qui ont réussi à détrôner Kadhafi. Certaines refusent d'intégrer l'armée régulière et se servent de détenus comme d'otages.

Selon la Haute Représentante de l'Onu pour les droits de l'homme, Navi Pillay, environ 8500 prisonniers sont détenus dans une soixantaine de centres. « La majorité des détenus sont accusés d'être des sympathisants de Kadhafi et incluent un grand nombre d'Africains du Sud-Sahara, a-t-elle dit à l'Onu. Le manque de contrôle par l'autorité centrale crée un environnement propice à la torture et aux mauvais traitements. »

BAN

Eh bien dis-donc BHL (Bernard-Henri Lévy) on ne t'entend plus !



BHL entarté

Sauvons les Grecs de leurs sauveurs

Au moment où un jeune Grec sur deux est au chômage, où 25.000 SDF errent dans les rues d'Athènes, où 30% de la population est tombée sous le seuil de pauvreté, où des milliers de familles sont obligées de placer leurs enfants pour qu'ils ne crèvent pas de faim et de froid,

où nouveaux pauvres et réfugiés se disputent les poubelles dans les décharges publiques, les « sauveurs » de la Grèce, sous prétexte que les Grecs « ne font pas assez d'efforts », imposent un nouveau plan d'aide qui double la dose létale administrée. Un plan qui abolit le droit du travail, et qui réduit les pauvres à l'extrême misère, tout en faisant disparaître du tableau les classes moyennes.

Le but ne saurait être le « sauvetage » de la Grèce : sur ce point, tous les économistes dignes de ce nom sont d'accord. Il s'agit de gagner du temps pour sauver les créanciers tout en menant le pays à une faillite différée. Il s'agit surtout de faire de la Grèce le laboratoire d'un changement social qui, dans un deuxième temps, se généralisera à toute l'Europe. Le modèle expérimenté sur les Grecs est celui d'une société sans services publics, où les populations vulnérables (notamment les malades, les vieux, les anormaux) sont vouées à une élimination programmée, tandis que ceux qui travaillent sont condamnés à la précarité.

Mais pour que cette offensive du néo-libéralisme puisse arriver à ses fins, il faut instaurer un régime qui fait l'économie de droits démocratiques les plus élémentaires. Sous l'injonction des sauveurs, on voit donc s'installer en Europe des gouvernements de technocrates qui font fi de la souveraineté populaire. Il s'agit d'un tournant dans les régimes parlementaires où l'on voit les « représentants du peuple » donner carte blanche aux experts et aux banquiers, abdiquant leur pouvoir décisionnel supposé. Un coup d'état parlementaire en quelque sorte, qui fait aussi appel à un arsenal répressif amplifié face aux protestations populaires. En ce moment-même, le gouvernement grec s'apprête à restreindre le droit de manifestation par une législation qui ne laissera plus de place qu'aux cérémonies officielles du 1^{er} mai et du 17 novembre, ou aux manifestations de la très consensuelle Confédération Générale de Travailleurs Grecs. En même temps les dirigeants allemands prônent le report des élections *sine die* et recommandent la formation d'un pur gouvernement d'experts éliminant les séquelles de représentativité qui pourrait gêner la réalisation du projet néolibéral.

Ainsi un pouvoir dépourvu de légitimité démocratique engage l'avenir du pays pour les trente années à venir alors que les députés ratifient une convention dictée par la Troïka (U.E., BCE, FMI), diamétralement opposée au mandat populaire qu'ils ont reçu. Parallèlement l'Union Européenne s'apprête à constituer un compte bloqué où serait directement versée l'aide à la Grèce afin qu'elle soit employée uniquement au service de la dette. Les recettes du pays devraient être en « priorité absolue » consacrées au remboursement de créanciers, et, si besoin est, directement versées à ce compte géré par l'Union Européenne. La Convention stipule que toute nouvelle obligation émise dans son cadre sera régie par le droit anglais, qui engage des garanties matérielles, alors que les différends seront jugés par les tribunaux du Luxembourg, la Grèce ayant renoncé d'avance à tout droit de recours contre une saisie

décidée par ses créanciers. Pour compléter le tableau, les privatisations sont confiées à une Caisse gérée par la Troïka, où seront déposés les titres de propriété de biens publics. Bref, c'est le pillage généralisé, trait propre du capitalisme financier qui s'offre ici une belle consécration institutionnelle. Dans la mesure où vendeurs et acheteurs siègeront du même côté de la table, on ne doute guère que cette entreprise de privatisation soit un vrai festin pour les repreneurs.

Or toutes les mesures prises jusqu'à maintenant n'ont fait que creuser la dette souveraine grecque et, avec le secours de sauveurs qui prêtent à des taux usuraires, celle-ci a carrément explosé en atteignant 169% du PIB alors qu'en 2009 elle n'en représentait que 120%. Il est à parier que cette cohorte de plans de sauvetage - à chaque fois présentés comme « ultimes » - n'a eu d'autre but que d'affaiblir toujours davantage la position de la Grèce de sorte que, privée de toute possibilité de proposer elle-même les termes d'une restructuration, elle soit réduite à tout céder à ses créanciers sous le chantage de « la catastrophe ou l'austérité ». L'aggravation artificielle et coercitive du problème de la dette a été utilisée comme une arme pour prendre d'assaut une société entière. C'est à bon escient que nous employons ici des termes relevant du domaine militaire : il s'agit bel et bien d'une guerre conduite par les moyens de la finance, de la politique et du droit, une guerre de classe contre la société entière. Et le butin que la classe financière compte arracher à « l'ennemi », ce sont les acquis sociaux et les droits démocratiques, mais au bout du compte c'est la possibilité même d'une vie humaine. La vie de ceux qui ne produisent ou ne consomment pas assez au regard des stratégies de maximisation du profit, ne doit plus être préservée.

Ainsi la faiblesse d'un pays pris en étau entre la spéculation et les plans de sauvetage devient la porte dérobée par où fait irruption un nouveau modèle de société conforme aux exigences macabres du néolibéralisme

extrême. Modèle destiné à toute l'Europe et plus si affinités. C'est le véritable enjeu et c'est pour cela que défendre le peuple grec ne se réduit pas à un geste de solidarité ou d'humanité abstraite : l'avenir de la démocratie et le sort des peuples européens est en question. Partout la « nécessité impérieuse » d'une austérité « douloureuse mais salutaire » va nous être présentée comme le moyen d'échapper au destin grec, alors qu'elle y mène tout droit.

Devant cette attaque en règle contre la société, devant la destruction des derniers îlots de la démocratie, nous appelons nos concitoyens, nos amis français et européens à s'exprimer haut et fort. Il ne faut pas laisser le monopole de la parole aux experts et aux politiciens. Le fait qu'à la demande des dirigeants allemands et français en particulier la Grèce soit désormais interdite d'élections peut-il nous laisser indifférents ? La stigmatisation et le dénigrement systématique d'un peuple européen ne mériteraient-ils pas une riposte ? Est-il possible de ne pas élever sa voix contre l'assassinat institutionnel du peuple grec ? Et pouvons-nous garder le silence devant l'instauration à marche forcée d'un système qui met hors la loi l'idée même de solidarité sociale ?

Nous sommes au point de non-retour. Il est urgent de mener la bataille des chiffres et la guerre des mots pour contrer la rhétorique ultra-libérale de la peur et de la désinformation. Il est urgent de déconstruire les leçons de morale qui occultent le processus réel à l'œuvre dans la société. Il devient plus qu'urgent de démystifier l'insistance raciste sur la « spécificité grecque » qui prétend faire du caractère national supposé d'un peuple (paresse et roublardise à volonté) la cause première d'une crise en réalité mondiale. Ce qui compte aujourd'hui ne sont pas les particularités, réelles ou imaginaires, mais les communs : le sort d'un peuple qui affectera tous les autres.

Bien des solutions techniques ont été proposées pour sortir de l'alternative « ou la destruction de la société ou la faillite » (qui veut dire, on le voit aujourd'hui : « et la destruction et la faillite »). Toutes doivent être mises à plat comme éléments de réflexion pour la construction d'une autre Europe. Mais d'abord il faut dénoncer le crime, révéler aux yeux de tous la situation dans laquelle se trouve le peuple grec à cause des « plans d'aide » conçus par et pour les spéculateurs et les créanciers. Sans attendre davantage, multiplions les articles, les interventions dans les médias, les débats, les pétitions, les manifestations. Car toute initiative est bienvenue, toute initiative est urgente. Si ce n'est pas nous qui agissons, ce sera qui ? Si ce n'est pas maintenant, ça sera quand ? Au moment où un mouvement de soutien se tisse autour du monde, où les réseaux d'Internet bruissent d'initiatives de solidarité, les intellectuels français seraient-ils donc les derniers à élever leur voix pour la Grèce ?

Vicky Skoumbi,
rédactrice en chef de la revue αληθεια
Autres rédacteurs et collaborateurs de la revue (dont Dimitri Vergetis)
Signataires français : Etienne Balibar, Barbara Cassin, etc.

Passions grecques en dérive

1.- Nous vivons une crisologie généralisée : quelques millions de pages (par an) sont consacrées au niveau mondial dans toutes les langues pour analyser la crise, pour produire des diagnostics de la crise et pour proposer des solutions – remèdes à la crise. Dans cette inflation de l’écrit et des cris, le « cas grec » a une présence continue et permanente. Un Spectrum de narratives et de discours considère la Grèce comme une victime de l’agressivité capitaliste, ou comme un pays “intraitable” selon la rationalité dominante, dite économique et les règles géopolitiques. Si l’on décide de parler dans un esprit poétique et culturel que reste-t-il à dire ? Une première réponse poétique serait le bruit éclatant du silence, une réponse peut-être facile. Une autre réponse consiste à faire une analyse “technique / analytique” selon un champ scientifique (p. ex. financier ou économique), mais l’expertise présuppose un statut scientifique, pseudo- scientifique, ou quasi-scientifique et une pratique professionnelle liée aux mécanismes du fonctionnement (presque quotidien) du marché – monétaire, pétrolier et autre. Or, il est difficile de discuter “poétiquement” la turbulence actuelle qui règne au niveau local et global, au glocal, selon l’expression japonaise. En ayant comme référence le “drame grec” actuel, j’aimerais présenter quelques remarques avec l’ambition de tester les limites et de s’exprimer en premier au non de la poésie et de l’art sur le cataclysme des événements qui forment la crise actuelle.

2.- Le mot “crise” en tant que tel est la preuve d’une ironie culturelle : la langue grecque offre ce mot-clef pour aborder la situation économique de la Grèce, de l’Europe et du monde entier. La langue grecque continue d’offrir des outils pour approcher la réalité, mais, en effet le mot crise – κρίσις en grec –, possède deux significations. La première est liée au

fait qu'une situation normale, physiologique, est perturbée et comme résultat s'installe un dysfonctionnement – la métaphore de la maladie et du corps souffrant pourrait être ici évoquée comme paradigmatique. Cependant, une deuxième signification accompagne la première : la "crise" signifie aussi la phase indispensable pour bien réaliser la praxis humaine : chaque fois, avant d'agir, nous devons faire une diagnostique, évaluer les solutions et les alternatives, choisir les objectives, en tenant compte des conséquences potentielles de nos actions, et finalement décider pour le meilleur résultat. Cet ensemble de processus constitue essentiellement la "crisis" – crise, dans la deuxième signification du mot. On constate donc que les deux sens du mot 'crise' sont co-présents, en donnant à la "crise" (première signification) la possibilité de se dépasser par une "crise" (deuxième signification). Cependant dans le monde actuel, la première signification du mot est présente sans la deuxième, parce que dans le transfert des mots Grecs et dans leur transformation en termes scientifiques ou techniques, la deuxième signification est presque oubliée. D'où la charge négative et opprimante du terme "crise", d'où l'absence de l'aspect "salutaire" du terme. On pourrait réclamer le retour du deuxième sens et l'utilisation du mot "crise" en tant que mot polysémique et ambiguë. C'est-à-dire chaque fois que le mot "crise" est utilisé, on doit exiger que le "jugement" correspondant soit explicite. On pourrait ainsi imaginer une solution possible du problème économique de la Grèce : selon la théorie économique, libérale ou ultralibérale, tous les outils et les instruments qui permettent aux acteurs à bien mener leurs activités économiques ont une valeur marchande-monnaire. Dans ce sens le mot "crise" est aussi un outil (très précieux, parce qu'il permet une construction de la réalité économique), donc les Grecs doivent demander un copyright du mot, une propriété intellectuelle du terme "crise" et dans cette optique, demander une indemnité (un pourcentage très bas de l'euro) chaque fois que le mot est utilisé au niveau planétaire.

On pourrait ainsi résoudre rapidement la crise économique grecque, avec une cohérence forte et surtout dans la tradition culturelle qui veut que le grec offre à l'humanité des idées et des concepts qui jouent un rôle fondamental pour le meilleur fonctionnement des sociétés.

Selon cette approche de la "*crisis*", à la fois "crise" et "jugement", on pourrait jongler une hypothèse de type historico-culturel : selon le dogme chrétien, au Jour du Dernier Jugement la justice serait accordée à l'humanité ; la crise actuelle serait-elle un prélude, ou un exercice de l'opération qui serait menée avec la parousie du Christ ? En autres termes, les sociétés vivent actuellement la crise au nom du "dysfonctionnement" mais le refoulé du jugement et du Dernier Jugement les guette.

3. Une autre question cruciale émerge quand on aborde la crise (en double sens) actuelle : d'où, de quel lieu, de quel topos (et avec quel tropos) pourrait-on élaborer notre analyse, notre étude et notre "jugement" ?

C'est-à-dire à quelle échelle du temps, à quel espace, et avec quelle problématique osons-nous élaborer nos phrases et nos périphrases ? Voila un ensemble d'explorations possibles.

3.1. Première tentative : si l'on utilise le cadre géopolitique et on considère les grandes puissances mondiales, la crise actuelle est le symptôme de la transition vers un monde multipolaire, dans lequel l'"occident" va perdre sa place dominante et d'autres puissances vont prendre en charge le futur de l'humanité et de notre planète. Cette approche qui a un caractère civilisationnel, prétend qu'après cinq ou six siècles de supériorité occidentale, basée sur ses capacités innovatrices dans plusieurs domaines (transports, armes, administration, savoir,

économie, etc., basés ou non sur la science), l'occident a dépassé les conquêtes traditionnelles (surtout militaires) et il était arrivé à organiser l'international et le mondial d'une manière unique dans une durée extrêmement courte, en tenant compte la longue vie de notre planète.

Si cette optique a un sens, la crise se manifeste d'une manière précise dans les champs pour les quels, l'occident a démontré sa plus grande capacité, les marchés, les finances, le commerce. Un changement civilisationnel s'initie dans différents domaines chaque fois, mais il évolue dans une échelle de siècles – peut être dans notre époque, dans une échelle de décennies ; dans cette méga-opération, la “crise grecque” actuelle au plan théorique pourrait être envisagée comme un paradoxe historique, étant donné que la civilisation grecque ancienne est considérée comme la source archétypique de la civilisation occidentale ; Autrement dit, au-delà des responsabilités ou non des néo-Grecs, la crise mondiale dans sa version occidentale apparaît avec une rhétorique dramatique en Grèce, une sorte de retour à l'origine mais, d'une manière négative ; il est clair qu'une analyse au nom de «civilisation» peut être contestée à cause du terme-concept de «civilisation» en tant que tel, mais ici le concept est utilisé dans un emploi au degré zéro.

3.2. Deuxième tentative : si l'on utilise le cadre nommé “guerre des capitalismes”, la crise actuelle est le symptôme des batailles incertaines entre les différentes configurations du système capitaliste. Plus exactement, il est assumé qu'ils existent des différentes formes du capitalisme, et en plus, ses formes se trouvent en concurrence “sanglante” : le capitalisme américain ou anglo-saxon, les capitalismes émergents (chinois, indien, brésilien, russe...), le capitalisme européen avec un visage humain, le capitalisme japonais... ou, selon une autre classification, le capitalisme moral (dans le sens qu'il respecte ses propres normes d'action – p. ex. élimination des mauvaises pratiques,

ou des corruptions), le capitalisme industriel et postindustriel, le capitalisme matériel ou virtuel, non-tangible... Dans cette « guerre des capitalismes », si l'on garde cette métaphore, qui sont les soldats et les officiers, quel type d'armes sont mobilisées ? Le capitalisme américain par exemple, est basé sur la supériorité du dollar comme monnaie de référence et sur les compétences des spécialistes menant les jeux financiers dans un esprit postindustriel et post-matériel. Il “attaque” le capitalisme européen, qui lui est plutôt basé sur le matériel, l'industriel et sur une certaine solidarité nationale et extranationale. Dans cette bataille, le cas grec, d'un point de vue économique, n'a pas une place prépondérante en termes strictement démographiques et économiques (le problème pourrait être absorbé par l'économie européenne, disent les économistes) mais le cas grec joue un rôle symbolique dans un double sens : comme le chaînon le plus faible de la zone euro (indépendamment de qui est considéré comme responsable pour cette faiblesse) montre la vulnérabilité de l'ancien continent. Comme révélateur de l'importance de la techno-science dans cette guerre et plus précisément il conduit à l'aporie : quel type de savoir “scientifique” est-il mobilisé par les agences d'évaluation, par les hedge funds, par les banques latentes – cachées ? Surtout, qui est derrière la formation de ces soldats de finance qui deviennent les missionnaires du système financier et de leur propre pleonexie ? Cela conduit ensuite à une question gnoséologique : quel savoir devient-il crucial dans ce domaine ? Par quel système universitaire se forment les spécialistes de finance et d'économie qui deviennent les gladiateurs armés avec des chiffres, des indices, des statistiques et agissent, sans pitié, dans les arènes des capitalismes ? Ce type de question épistémologique doit être posé par les citoyens qui sont en référence intellectuelle avec les philosophes Grecs qui ont posé ces questions d'une manière systématique pour la première fois. Avec une simplification on pourrait assumer que la crise grecque dans sa “grécité” pose la question

cruciale de la division internationale pas seulement du capital, du travail et de la puissance, mais aussi (peut être en priorité) du savoir, de l'éducation, des passions, de l'avarice et de la ruse. Dans cette optique, le cas grec pourrait inciter les autres Européens de poser la question de la crise dans une perspective selon laquelle, l'Europe pourrait aborder la question de la division internationale du savoir et de praxis, pas au nom de l'Europe mais au nom d'esprit mondial, c'est-à-dire pas au nom de l'agressivité et de la domination mais au nom de solutions concernant les défis planétaires en faisant un d'autre savoir l'outil privilégié pour un changement culturel authentique.

3.3. Troisième tentative ; et les Grec(que)s dans cette turbulence?
Et-ce que le "Dernier Jugement", le « Jour de la Crise » est-il déjà arrivé pour eux ? Sont-ils jugés sévèrement par l'histoire, par les évaluateurs de N.Y., par les Européens, par eux-mêmes ?

Ily a enfin une question urgente ici. Si l'on regarde les politiques menées pendant les deux dernières années en Grèce, on peut constater que les Grecs ont été profondément humiliés, ils ont perdu leur pouvoir d'achat, le chômage est officiellement à 20% (en réalité il est à 25%, le deuxième en Europe) ; la jeunesse se trouve sans avenir (un sur deux jeunes entre 18 et 25 ans est sans travail) ; presque la moitié des chômeurs de longue durée possède un diplôme universitaire..., bref la souffrance est partout et de toute forme, l'angoisse est généralisée, et par conséquence le présent et le futur semblent sans issue. Pourquoi donc, n'y avait-il pas eu, jusqu'à maintenant au moins, une révolte contre cette politique d'austérité et de punition brutale ? Pas de printemps grec, comme le "printemps arabe" ? Le "peuple grec" est-il trop sage ou trop malin pour risquer une révolte ? Une première réponse serait : à cause de son « caractère néo-grec » (dans la presse internationale domine p. ex. le stéréotype du grec "paresseux, corrompu, imprévisible, du grec qui évite l'action directe

par un substitut verbal infini et par un certain «fatalisme oriental» ; ou à cause de ses défauts éternels, qui sont d'ailleurs le négatif de ses vertus. Ou, doit-on expliquer la non-révolte par les mécanismes sociopolitiques mis en place juste après la 2^e guerre mondiale ? Cette analyse serait plutôt synchronique que diachronique, en interaction plutôt avec le devenir Européen/international que par une analyse identitaire (le néogrec / néo-hellène libéré de l'empire ottoman). Je m'oriente vers une approche de type "synchronique" en tenant compte de l'histoire après la deuxième guerre mondiale.

La Grèce a gagné une reconnaissance par le monde entier par sa résistance et victoire contre les fascistes italiens et la résistance pendant l'occupation allemande. Après une guerre civile pendant laquelle la politique internationale de vainqueurs (Anglais, Russes et Américains) a prédéterminé les actions des différents acteurs sociopolitiques en Grèce, le pays a essayé de se transformer en une société moderne. Ainsi, entre 1955-1974 dans le contexte de la guerre froide, la Grèce a vécu une période de "vingt années glorieuses" sur le plan économique (croissance autour de 7 – 8%, immigration organisée, vers l'Allemagne et la Belgique, industrialisation, tourisme...). Mais sur le plan politique et social le trauma de la guerre civile n'a pas été dépassé. Le régime militaire (1967-74) était le résultat de cette carence cruciale. Ensuite, la crise du pétrole et la tragédie chypriote ont permis la réversion du régime des colonels, mais le pays a été obligé d'inventer une nouvelle voie, un nouveau modèle dans une conjecture internationale contradictoire : le contexte européen était une condition favorable tandis que le climat économique était très contraignant.

A partir de la fin des années 70', malgré le fait que l'horizon du futur était très prometteur, les Grecs ont inventé une sorte de "socialisme à crédit", ils ont découvert la société d'abondance/affluence, pour dépasser

les questions de renouvellement sociétal et ils ont évité de mettre les limites entre l’“individuel” et le “collectif”. Avec une simplification : ils ont opté pour une fuite vers l’avenir, sans régler les traumatismes ou les conflits essentiels au nom d’une prospérité matérielle facile.

Les néo-Grecs se sont trouvés dans une véritable crise (presque inévitable), profonde, latente et généralisée. Une minorité clairvoyante faisait ce diagnostic, mais le bruit du système politique et médiatique a empêché de la faire entendre. Cette crise a été révélée en termes économiques quand la crise internationale (initiée par les bulles américaines) est arrivée en Europe, puis en Grèce. Dans cette optique, la responsabilité des Grecs est grave et indéniable. Il faut dire que l’environnement Européen et international a aussi profité de la situation, afin de promouvoir en Grèce, ces intérêts économiques. Trois exemples sont indicatifs de la contradiction néo-grecque.

Les Jeux Olympiques (le rêve de Grecs d’être présents dans le monde) était une occasion pour eux – malgré la tactique ambiguë du Comité International, qui cherchait l’échec de la parenthèse grecque, afin d’éviter ainsi que les petits pays soient inclus dans le jeu commercial et dans la concurrence des produits pharmaceutiques – de prouver leur dynamisme. La réalisation des Jeux ont été malgré toute prévision, un “triomphe” organisationnel, pour les Grecs, mais sur le plan économique une catastrophe : le coût initialement prévu a triplé. Malgré le fait que nous n’ayons pas encore le bilan définitif, il apparaît que le coût calculé de 4 milliards d’euros a doublé par la corruption et la mauvaise gestion et, à la fin, il a triplé par le chantage des entreprises internationales qui ont obligé le gouvernement grec à acheter les systèmes de sécurité les plus sophistiqués. La plupart d’entre eux n’étaient même pas utilisés à cause du très court temps disponible pour apprendre (par les Grecs) leur mode d’emploi.

Souvent en Grèce on pose des questions sur le rôle du système politique, p. ex. sur sa dépendance aux médias (phénomène international), sa relation avec des forces politiques en dehors du pays (p. ex. des pays comme les E.U. ou le système bancaire international). Le verdict populaire vis-à-vis du personnel politique est négatif, mais en même temps il n’y a pas actuellement des indices d’une volonté de sortir de cette configuration du pouvoir. Une explication possible : en Grèce nous n’avons pas observé l’émergence des classes sociales ou des groupes sociaux qui pourraient jouer leur rôle historique et culturel en imposant des limites entre le système sociétal et le système politique avec une clarté bien définie. L’industrialisation et la dé-industrialisation qui ont été observées dans une période de 30 ans (1950-80) ont provoqué des perturbations importantes à l’émergence tant de la classe dominante que de la classe ouvrière. Cela veut dire aussi que les concepts, les schémas analytiques et théoriques conçus au niveau des sociétés industrielles, ne sont pas toujours pertinents dans le cas grec. Il est incertain que les notions et les concepts des Sciences Sociales soient capables de saisir la spécificité néo-hellénique, et, du moins, on doit faire attention à comment on emploie les schémas théoriques pour comprendre les phénomènes sociaux Grecs. Malheureusement, la recherche sociale est très faible en Grèce : un autre symptôme de la non-volonté de produire une image de la société bien fondée.

On pourrait s’interroger où se trouve donc l’influence de l’Union Européenne? Il est clair du point de vue géopolitique, psychologique et économique, que l’appartenance de la Grèce à l’Europe a joué un rôle tout-à-fait positif. Cependant, les Grecs n’ont pas profité de cette occasion historique pour résoudre les problèmes de leurs infrastructures et de leurs défis institutionnels, en exploitant l’expérience européenne. Un exemple pourrait démontrer en partie cette hypothèse de travail. La recherche scientifique et l’innovation n’ont pas été traitées d’une manière

sérieuse après la chute des colonels. Actuellement, on parle de déficit de “compétitivité”, mais la Grèce ne possède pas un système de production capable de générer la richesse pour payer ses énormes dettes. D’où la question, blessante pour les Grecs : dans un pays avec un passé culturel unique (celui de la Grèce ancienne), comment est-il possible aujourd’hui de ne pas avoir de forces de créativité pour dépasser ses difficultés? de ne pas être capable de proposer d’autres voies pour son avenir? de ne pas suivre que les politiques dictées par la “Troïka” ?

4.- Il est clair que la question sur la non-révolte n’a pas été répondue d’une manière exhaustive mais au moins sa complexité a été explicitée. Cependant, au sein de la société grecque la crise a permis de faire apparaître les conflits permanents mais aussi les conflits latents. De point de vue socio-historique il est possible de signaler des dichotomies ou des éléments oppositionnels qui traversent le corps social : montagnes / vallées, Grecs de Grèce / Grecs de la diaspora, Grecs du Péloponnèse / Grecs du nord, de la Grèce méridionale/ et des îles, pro-européens / anti-européens, individualistes / collectivistes, femmes / hommes La crise a ajouté des nouvelles dichotomies : les partisans du mémorandum de Troïka / les opposants de “mnimonio”-mémorandum, les pro-Euro / les pro-Drachmes... Il est urgent de trouver les mécanismes et les idées, et faire appel aux citoyens qui pourront faire une nouvelle synthèse des oppositions au-dessus et proposer aux Grecs une nouvelle perspective dans leur histoire. Cette tâche ne serait pas facile, parce que la crise grecque n’est pas seulement une crise de la dette étatique ; elle est, avant tout, une crise de confiance. Il est extrêmement difficile pour les Grecs de trouver une personne ou une institution avec laquelle un possible futur sera réalisé en collaboration. Dans une telle difficulté les Grecs sont obligés de s’adresser à leur histoire pour trouver les modèles à penser et

agir, ou de chercher dans leur “âme” afin de trouver la force et les capacités intellectuelles et émotionnelles pour construire un nouveau paradigme. Pour le moment un mélange de confusion et de désespérance empêche l’émergence des projets créatifs.

5.- Dans l’histoire néohellénique, les Grecs du 19^e siècle ont bénéficié de la sympathie des Européens, et le mouvement philhellène a contribué aux efforts des Grecs d’exister en tant qu’état autonome au sein de la modernité. Les Grecs pendant les deux derniers siècles, ont eu plusieurs expériences de faillites économiques et de traitements sévères et humiliants de la part de leurs débiteurs. D’un côté, Delacroix a montré dans ses peintures la Grèce souffrante et en lutte, de l’autre côté les banquiers ont tout fait pour assurer leurs capitaux et leurs profits. De nos jours on observe l’apothéose de cette ambigüité, à cause de l’action des sociétés financières, dont un département fonctionne comme service-conseil pour faire face aux exigences du système financier international vis-à-vis des dettes grecques et l’autre département prépare ses clients pour profiter de la faillite grecque. La question reste : qui sera le “Delacroix” contemporain?

6.- En parlant avec les termes de J. F. Lyotard, une sorte de différend vient d’être installé entre les néoGrecs et les autres Européens. On pourrait avancer une série des causes fondamentales (p. ex. la structure archaïque de l’état et de l’administration) ou une série de malentendus (p. ex. « L’incapacité endémique » des Grecs – or les armateurs Grecs ont réussi une présence longue, forte et dynamique à l’horizon économique international), causes qui ont contribué à cette divergence à l’analyse et à l’action. Cependant, les Grecs, dans une

tradition « pirate », se mobilisent au dernier moment et réclament l'impossible ou le miracle. L'histoire se répète-t-elle? Si on dit qu'on ne peut traverser deux fois la même rivière, les Grecs seraient capables de dire, en passant la rivière, qu'il n'est même pas possible de traverser la rivière une seule fois.

Démosthène Agraftotis
Poète, artiste des intermedia

Le « crime » d'être Grec

de notre infortuné État, grande était l'indigence
Cavafy

« J'ai commis un « crime » : je suis Grec ». Expression qui vient spontanément à l'esprit, et qui reflète le sentiment amèrement ironique que provoque l'agressivité récente contre un pays et sa culture. Le mieux, probablement, serait d'essayer de penser d'une manière descriptive et toute simple à la marche historique de la Grèce, mais aussi à sa place dans l'Europe actuelle, afin de se défendre contre l'offense faite à la dignité d'un Lieu primordial du monde ancien, que nous voyons partout à l'œuvre - apologie paradoxale, démarche d'auto-détermination absurde, si l'on pense que, jusqu'à hier, une telle description pouvait paraître aux yeux des Européens cultivés la répétition ennuyeuse d'un lieu commun. Mais aujourd'hui, étant donné l'état d'ignorance de la provincialisation globalisée, il est devenu indispensable de répéter même ce qui est évident.

Il y a quatre mille ans environ que l'histoire des peuples qui parlaient les dialectes préhelléniques - ceux qui, beaucoup plus tard, ont contribué à la formation de la Langue de la tragédie classique - a commencé sur les rivages du sud-est de la Méditerranée, au point du monde où débute le continent européen. Cette langue (en marbre, langue « féroce » selon Rimbaud), qui est devenue bien après la langue (en terre) des Évangiles (à savoir, la langue-mère du grec contemporain), a traversé les siècles et survécu, évoluant mais restant inchangée dans ses traits principaux (d'Homère jusqu'à Cavafy). Le territoire géographique de cette langue, sans être entouré de frontières strictes, toujours fragmentaire et formée selon les vicissitudes du temps et de ses drames, fut à la fois le rempart

qui protégeait le monde occidental contre les vents dangereux venus de l'Orient ou du Sud, ainsi que la porte ouverte qui permettait le commerce entre le Levant et les pays des brumes.

Les Anciens Hellènes, les Grecs de l'empire d'Alexandre le Grand, ainsi que leurs descendants de la période gréco-romaine, qui donnèrent les populations helléno-chrétiennes gouvernées par le régime impérial de Constantinople – n'ont jamais cessé pendant des siècles de laisser, chacun, sa propre trace sur le même terrain, toutes ces traces étant les nuances variées d'une seule couleur. Et après quatre cents ans d'esclavage ottoman, un peuple presque disparu de la scène historique, ou dispersé loin de sa terre aux quatre points du globe, n'a cessé d'entretenir avec obstination sa révolte contre la tyrannie tout en travaillant à son renouveau.

Et voilà. La liberté fut acquise, un petit pays fut créé au bout de la péninsule où la légendaire Europe avait été ravie par le taureau, un pays qui porte sur ses épaules une tradition et une histoire énormes, pleine de contradictions, lourde comme un rocher empêchant toute marche normale et l'obligeant à prouver qu'il est digne de le porter, qu'il est vraiment l'héritier de son illustre héritage. Mais enfin, malgré tout, il trouve son chemin parmi les destructions, les holocaustes et les guerres, en dépit des intrigues des puissants, il supporte le poids et invente ses propres moyens de concilier les différences et les contrastes de son être insolite : inquiet et païen, comme les Anciens, croyant et mystique, comme les Byzantins, oriental, méditerranéen, balkanique, archétypiquement européen.

La famille des pays de l'Europe et leur union lui promettait une histoire sans drames, un trajet sans pièges, un port tranquille où il pourrait s'ancrer : cette promesse lui apparut comme un rayon d'espoir – la Grèce a été parmi les pionniers de l'Idée Européenne pour avoir

profondément réalisé ce qu'est la solitude d'un peuple, et vécu, à de longs intervalles, dans l'insécurité, le danger, l'indigence – promontoire entouré d'îles, en proie à des rafales et des tempêtes venues de toute part. Tout cela, cependant, ne signifie pas qu'au cours du temps, et malgré les tragédies qui ont semé sa marche, ce petit pays ne s'était pas organisé, n'avait pas progressé, et parfois de manière impressionnante, conformément à ses propres perceptions et mentalités. Sans doute n'a-t-il pas évité entièrement les risques qui menaçaient son sort, principalement en raison de sa place cruciale au point de transition de l'est et de l'ouest, attribut qui pourrait être considéré comme un destin précieux, en même temps qu'une responsabilité très pesante. Son intégration à une condition sociale et culturelle avancée et prospère lui donnait la possibilité d'assurer pour toujours sa démocratie et sa paix, mais aussi de se développer conformément aux exigences de l'époque moderne, en réformant et en développant sa tradition et sa culture. Être sécurisé - la tentation sirène du voyageur inlassable qui, soudain, éprouve le désir d'arrêter sa lutte contre les vagues de l'incertitude. Cependant, les spécificités d'une société et d'un monde, avec une histoire si longue et une tradition si variée, et avec tant de différences, malgré les axes communs, vis-à-vis des peuples principalement de l'Europe centrale et nordique (comme il arrive d'ailleurs aussi aux autres peuples de la Méditerranée et en général du sud) devaient naturellement créer des problèmes à cette intégration progressive. L'un d'eux : l'incapacité à gérer l'abondance (puisque l'Austérité – étrange ironie - fut la valeur primordiale hellénique, et l'excès le plus grand « péché », selon Héraclite, d'où la fameuse expression racinienne à propos de la règle classique principale « faire quelque chose de rien »). Un autre : la perception capitaliste de la vie et des mécanismes sociaux, l'organisation selon une notion étroitement technocratique, choses à partir desquelles un peuple qui provenait d'une structure si différente était naturellement

conduit à des erreurs et à des maladroites. Certes, il en est responsable, mais il serait loyal de l'en justifier. J'entends déjà les objections de ceux qui, aujourd'hui, considèrent qu'être Grec, dans l'Europe unie actuelle, constitue un « crime » (le Grec étant paresseux, absolument incapable de s'organiser, gaspilleur, irrationnel) : pourquoi un tel pays serait-il lié si étroitement à l'Europe ? J'inverserai la question et répondrai : quel serait le sens de l'Europe si un pays comme la Grèce est dévalorisé et mis à l'écart ?

Si l'Europe est limitée à la sauvegarde exclusive de sa solidité économique et monétaire, de la force de ses banques et de ses bourses, alors, tout doucement, s'installe le même doute quant à d'autres pays « problématiques », petits ou grands, et cela conduit à une Europe hermétiquement fermée, limitée à sa dimension matérialiste (et scolairement moraliste), donc privée du souffle d'une véritable efficacité politique, sociale et culturelle. Cette Europe, absolument neutre, stérile, homogénéisée, sera par conséquent plus vulnérable à son assimilation potentielle par des systèmes machines, également homogénéisés, mais aveuglément autoritaires et agressifs. Bien que la condition contemporaine de la culture technologique soit indifférente aux paramètres spirituels (mot invraisemblable à notre époque) de la politique, de la société et de la culture, elle ne doit pas ignorer que les Lieux ont leur propre valeur distincte et sémantique. La Grèce est un carrefour de peuples et de cultures, voire un filtre indispensable de distillation pour le monde occidental. L'assimilation de la Grèce à son Antiquité seule ne facilite pas l'estimation de son rôle global. Elle est aussi restrictive que l'assimilation de l'Europe à sa seule Renaissance, qui pousserait à ignorer les fermentations fécondes du Moyen Âge, qui ont ré évolué à la Renaissance. L'Antiquité a été pour nous un repère permanent en ce qui concerne notre origine et notre identité, mais sans perdre de vue une période qui l'a développée, transformée et réformée

à travers mélanges et assimilations dès l'époque d'Alexandre le Grand et qui conduisit à un résultat composite et unique, hellénique mais imprégné par des éléments du sud et de l'est, tout cela, après avoir été christianisé, aboutit à Byzance, à l'après-Byzance et à la réalité grecque moderne d'un Etat-nation européen. Le rôle de la Grèce toujours, dans sa conception la plus large, a été ce rôle d'assimilation et de distillation, de défense et de refoulement de chaque élément qui dépassait la mesure et la dimension de la signification de l'humain. Un catalyseur et un facteur d'équilibre pour l'esprit et la culture, une mesure qui pourrait protéger même des tératogènes du système « humaniste » de pensée et de vie. Plus largement, cette idée pourrait aussi concerner d'autres peuples de la Méditerranée européenne, peuples des « Pays du Soleil », et l'importance de leur rôle, même de par leur seule présence, dans le monde européen. Si notre dette est grande et nos erreurs économiques réelles, cela ne signifie pas que nous devons nous sentir criminels parce que nous avons été engendrés dans des lieux où la matière et la logique ont toujours trouvé leur équilibre par l'esprit et par le « cœur » (terme non pas sentimental, mais mystique), et où l'être humain s'est toujours senti humain, corps et âme, et non pas en tant qu'unité financière plate, facilement maniable par des systèmes comptables devenus autonomes et également séparés du corps et de l'âme. Les Lieux, au-delà de leur dimension pratique et géographique, n'ont-ils pas aussi une dimension fortement symbolique, et nullement méprisable ? Une Europe qui marginalise ses fondations archétypes de l'ancien Sud, sous prétexte d'autorité, d'intégrité et de puissance financière, risque de devenir pareille à un corps qui, limité aux fonctions exclusives de son cerveau, se trouve réduit à la paralysie des membres indispensables au mouvement – qui est la Vie. Avec ses inéluctables Dettes.

Stratis Pascalis

Si ce n'est pas aujourd'hui, quand ?

L'idée de « nation », importante dans les autres pays, est restée longtemps chez nous (avant d'être corrompue par le fascisme) un mythe littéraire qui se référait à Dante et à Pétrarque, sans que le peuple s'en empare. Mais passons sur la glorieuse fin du régime Berlusconi, et ouvrons une nouvelle page qui date du 17 novembre 2011, quand Mario Monti a pris sa place.

Depuis, une centaine de jours se sont écoulés. Que s'est-il passé durant ce peu de temps ? Le raconter n'est pas facile, comme il n'est pas facile de raconter les problèmes et les angoisses qui ont tourmenté ce pays depuis 1994, date de l'entrée en politique de Berlusconi.

Pour commencer, on était d'abord bouche bée, surpris, incrédule, n'en croyant pas nos yeux, quand Mario Monti s'est adressé pour la première fois à la nation.

Un homme sobre, cultivé, décidé et pragmatique, qui s'exprimait dans un italien non seulement correct mais précis, paroles choisies avec une certaine sensibilité linguistique et avec une attitude respectueuse à l'égard du public. On s'est senti immédiatement soulagés et d'une certaine manière normalisés. Normalisés parce qu'on avait oublié ce qu'est la normalité. Après la longue agonie berlusconienne, on se trouvait en face de quelqu'un qui semblait capable de prendre en main le sort d'un pays au bord du désastre. Plus précisément, proche d'une banqueroute qui, maintes fois, avait été inutilement dénoncée par le système bancaire et par l'Union Européenne.

Cette alarme, tombée dans le vide, avait provoqué une ridicule auto-défense de Berlusconi qui déclarait publiquement : « Il n'y a pas de crise en Italie, les restaurants et les cinémas sont pleins, mais qu'est-ce que vous dites ? En Italie, les choses vont très bien ! »

Nous savons que la démission de Berlusconi fut le résultat d'une subtile et efficace manœuvre diplomatique mise en acte par le Président

Giorgio Napolitano, et qu'elle répondait à une forte exigence de l'Union Européenne et d'Angela Merkel.

Quoiqu'il en soit, et quel que puisse être le remplaçant de Berlusconi, il fallait en finir avec lui et son entourage...

Mais peut-on vraiment fêter Monti, et saura-t-il récupérer la démocratie, le respect et la dignité du peuple italien? Réussira-t-il à sauver l'économie italienne et surtout trouvera-t-il des solutions pour investir et développer l'économie et le marché du travail? Est-il guidé par une idée forte de justice sociale, qui concerne aussi l'éthique d'un contrat social avec le pays? Il va falloir rétablir les règles fondamentales d'une démocratie occidentale, redéfinir publiquement la dignité et le respect pour les femmes et se battre pour une égalité vraie entre les sexes; saura-t-il inventer des solutions pour combattre le chômage, réintroduire les bases de la justice violées par le gouvernement Berlusconi et ses alliés. Il s'agit évidemment de mille questions qui depuis toujours et aujourd'hui encore plus que jamais nous tourmentent d'une manière presque obsessionnelle. Il semble que oui, me disent les amis optimistes! Pas du tout, me disent les autres, plus critiques et méfiants, mais aussi plus déprimés et désespérés. « Mais souviens-toi du cauchemar qu'on a vécu depuis 1994 », me disent encore les optimistes. Quoi qu'il en soit, l'idée de ne plus avoir sous nos yeux Berlusconi, Bossi le raciste et l'horrible Calderoli suffit pour que l'on se sente mieux! Pour l'instant du moins.

Mario Monti, après tout, est un homme de la droite et des banques, mais il semble vouloir faire de son mieux. L'Italie, pour l'instant, a besoin d'une restauration et de réformes qui rétablissent un équilibre indispensable et urgent. Ce qui ne veut pas dire que les réformes mises en acte par Monti depuis Novembre 2011 soient consensuelles et égalitaires. Il est évident que, comme première chose, s'attaquer à la question de la retraite et demander de gros sacrifices justement aux moins privilégiés, a créé tout de suite de l'aigreur chez les gens. J'ai par exemple une collègue qui a 55 ans, une santé plus que fragile, et qui, selon

l'ancienne loi, aurait pu prendre sa retraite en 2014. Avec la nouvelle loi, elle devra travailler jusqu'en 2022. La réforme du système des retraites était nécessaire, même si on l'accepte mal. En échange, on a reçu des signaux concrets de changement net, en ce qui concerne par exemple l'exportation des capitaux, le contrôle des impôts impayés, la spéculation sur l'habitat (on vient de découvrir qu'à Rome existent 80 000 immeubles qui n'ont jamais été enregistrés auprès des bureaux de la Commune). On sait aussi que le gouvernement, en premier lieu, a réduit nettement les frais de l'administration d'Etat, en commençant par diminuer une grande partie des voitures de service, des avions de luxe inutiles, et en révisant les gains des super managers qui jusqu'ici gagnaient entre 4 et 7 cent millions d'euros par an; en mettant à la porte une grande partie des soi-disant « consultants » d'obscurs bureaux politiques, sans oublier le geste révolutionnaire d'exiger que l'Eglise catholique paye des impôts sur une grande partie de son patrimoine immobilier. Renoncer aux Jeux Olympiques nous a fait comprendre que le gouvernement a pris le problème au sérieux. En effet, dès le premier jour, Monti a parlé de la nécessité de changer radicalement le pays entier pour le rendre « moins byzantin ». Il semble que son but n'est pas de faire rêver d'une chose qui n'existe pas, mais de mettre chaque individu devant sa propre responsabilité. Pour un pays comme l'Italie ce serait une révolution mais je suis certaine que c'est un bon choix quant à l'Italie qui travaille, qui construit et qui résiste, enracinée dans des valeurs séculaires qui nous reportent à Dante, à Machiavel, aux grands humanistes comme Marsile Ficin, Pic de la Mirandole et Politien, mais aussi vis à vis d'une Italie fortement liée à sa propre histoire et qui a fêté les 150 ans de l'Unification, l'Italie de Antonio Giolitti et de la Résistance. Donc, quand je tiens compte de l'immense richesse humaine et culturelle toujours profondément enracinée dans ce pays, je retrouve la confiance et l'espoir dans un futur renouvelé.

Confiance que je donne surtout aux femmes italiennes et à leur extraordinaire capacité de réagir et de protester. L'évènement le plus important date du mois de février de l'année dernière, quand le scandale 'Ruby' et les « ha-

bitudes » sexuelles du Premier Ministre étaient sur toutes les bouches. A ce point, les femmes de Rome ont décidé de réagir. Elles avaient subi depuis trop longtemps mépris, agressivité et insultes inédites contre le sexe féminin, depuis trop longtemps elles avaient été traitées comme de purs objets sexuels, avec les programmes de la TV (voir le documentaire « Il corpo delle donne » sorti récemment) terrifiants où elles jouaient à tous les niveaux un rôle de prostituées ou de personnes disponibles pour la pornographie. « Si une femme ne trouve pas du travail, et si elle est belle, tout ce qu'elle doit faire est d'épouser un homme riche » – était une des phrases préférées du Premier Ministre.

Retournons à la manifestation du mois de février 2011. « Se non ora, quando ? » (si ce n'est pas aujourd'hui, quand?), fut le mot d'ordre d'un cortège de 50 mille femmes qui occupa le centre de Rome. La foule immense était composée de grand-mères, d'employées, de jeunes filles, de bonnes sœurs, de femmes en carrière, de cinéastes et d'écrivains, sans parler d'une grande quantité d'hommes solidaires. La ville était paralysée, le cri « Ora basta ! » arrivait jusqu'aux portes du Vatican, et les organisatrices, un groupe de cinéastes, actrices et écrivains, sautaient et dansait sur l'estrade dressée au centre de la Piazza del Popolo. Prirent la parole des filles toutes jeunes, des bonnes sœurs (jamais vues dans une manif), des retraitées, des féministes des années 70', des enseignantes, etc. Basta, assez, ça suffit, voilà quels furent les mots adressés à Berlusconi d'abord, mais aussi à tout son gouvernement, y compris les alliés racistes de la « Lega Nord », machistes et misogynes. Jamais les femmes n'avaient subi une telle violence et une telle dégradation, à tous les niveaux de leur vie. Le slogan « si ce n'est pas aujourd'hui, quand ? » a joué un rôle magique. Non seulement il était écrit sur le front de chaque femme présente ce jour là Piazza del Popolo, mais on risque de le voir imprimé aussi sur le front de Mario Monti. En vérité ce n'est pas un risque, mais un espoir, car sous la bonne guide des femmes, son gouvernement pourrait faire des miracles.

Pia Candinas

Ballade des ordures

On est plein jusqu'aux bords d'ordures
on vit dans les ordures
on se promène dans les ordures
on ne respire que des ordures

d'où viennent toutes ces ordures
que nous ne méritons vraiment pas
que la plupart de ceux qui nous entourent ne méritent vraiment pas
que le monde entier ne mérite vraiment pas

viennent d'une autre planète ?
viennent de la méchanceté de l'âme humaine ?
viennent d'un virus répandu et inéliminable ?
viennent du péché originel causé par la sotte Eve ?

NON l'ordure mondiale ne vient pas de si loin
l'ordure vient de tous ceux qui parmi nous croient
que dans la vie il n'y a que l'argent qui compte
que dans la vie il n'y a que le pouvoir qui compte

et que pour ça il faut donc toujours le voler aux autres
il faut donc toujours tromper les autres
il faut donc toujours dominer le autres
suivre les Sarkozy Merkel Cameron Berlusconi

mais pourquoi nous tolérons toujours le pouvoir des ordures ?
pourquoi nous faisons semblant que tout ça soit naturel et
irremplaçable ?
pourquoi nous qui sommes la grande majorité des citoyens
ne les éliminons pas une fois pour toutes ?
pourquoi ne sommes-nous pas convaincus que nettoyer le monde
des ordures
est un devoir qui dépend uniquement de nous-mêmes ?
on ne le ferait pas une fois pour toutes
mais très important est de bien commencer !

Nanni Balestrini

Lettre ouverte à M. Claude Guéant, ministre de l'Intérieur

M. le Ministre,

Votre venue en Martinique dans les jours qui viennent, m'oblige à vous rappeler que cette terre a vu naître Aimé Césaire, Frantz Fanon, Edouard Glissant. Qu'elle a été aimée par des hommes aussi admirables que furent Victor Schoelcher, André Breton, Léopold Sedar Senghor, Claude Lévi-Strauss, et de manière plus proche encore, par Léopold Bissol, Georges Gratiant, ou Camille Darsières, pour ne citer que quelques-uns de nos grands politiques.

Ces hommes furent de grands humanistes. Leur vie et leurs combats se sont situés en face de ces crimes que furent la traite, l'esclavage, les génocides amérindiens, les immigrations inhumaines, ou la colonisation dans tous ses avatars... Tous ont combattu la pire des France : celle qui justifiait les conquêtes et les exploitations, et bien d'autres exactions dont les cicatrices sont inscrites dans nos paysages. Cependant, je n'ai jamais entendu un seul de ces hommes lister ces attentats pour décréter que la civilisation européenne, ou que la culture française, serait inférieure à n'importe quelle autre. Je ne les ai jamais entendus prétendre que le goupillon de la chrétienté (qui a sanctifié tant de dénis d'humanité) serait plus primitif que tel bout liturgique d'une religion quelconque.

Toujours, ces hommes ont établi la distinction entre cette France de l'ombre et la France des lumières. Pour combattre l'ombre qui menaçait leur humanité même, ils se sont référés à la France de Montaigne, de Montesquieu, de Pascal, de Voltaire, de Condorcet ; à celle qui s'est battue pour abolir la traite, puis l'esclavage, qui a supprimé la peine de mort du

code de ses sentences ou qui a accordé aux femmes le droit de vote et celui de disposer de leur maternités... A s'en tenir à votre logique, ils auraient eu mille raisons de condamner la civilisation occidentale, et de renvoyer aux étages inférieurs bien des cultures européennes.

Voyez-vous M Guéant, vos chasses à l'immigré (qu'il soit en règle ou non), ou la hiérarchisation que vous célébrez sans regrets ni remords entre les cultures et les civilisations, vous ont enlevé la légitimité dont a pourtant besoin votre prestigieuse fonction. Vous portez atteinte à l'honneur de ce gouvernement, et à l'image d'une France qui visiblement n'est pas la vôtre, mais que nous, ici, en Martinique, avons appris à respecter.

Toutes les civilisations ont produit, et de manière équivalente, des ombres et des lumières. Mais si les ombres n'ont jamais triomphé très longtemps, si beaucoup d'entre elles ont disparu dans les oubliettes de l'histoire (en compagnie de régimes politiques ou religieux quelque peu lamentables), c'est simplement parce que des hommes de bon sens, pétris d'humanisme et de haute dignité, ont exalté les parts lumineuses que toutes les civilisations de l'homo-sapiens ont mises à notre disposition.

Les civilisations se sont nourries de leurs lumières mutuelles pour mieux combattre leurs propres ombres. Dans une transversale célébration et de grande foi en l'Homme, ces hommes ont honoré les lumières d'où quelles viennent ; les lumières se sont reconnues entre elles; leurs signaux réciproques ont conservé intact (de part et d'autre des lignes de partage ou de conflit) un grand espoir d'humanité pour tous. Grâce à eux, nous savons qu'il est dommageable de considérer l'ombre, ou de s'en servir à des fins qui ne grandissent personne. Ils nous ont donc appris à nous écarter de ceux qui l'utilisent, et qui, par là même, la transportent avec eux.

M. Guéant, fouler le sol martiniquais, c'est toucher une terre que des hommes comme Aimé Césaire ont fécondé de leur sang. Un sang qui s'est toujours montré soucieux de l'humanisation de l'homme, du respect des civilisations et de leurs différences.

Ce serait donc comme une injure à leur mémoire, à leur pensée, à leurs actions, que de vous laisser une seule minute imaginer que vous serez le bienvenu ici.

C'est par-dessus vous, et du plus haut possible, que nous renouvelons à la France des lumières toute notre considération, et confirmons notre respect pour les valeurs républicaines qui, contrairement à celles dont vous êtes le héraut, sont à jamais très opportunes chez nous.

Serge Letchimy
Conseil Régional de Martinique

Cordiale considération,
Patrick Chamoiseau

Leçon de choses

1/ les armes de protection



un exemple de bouclier fiscal
(période 2007-2012)

Leçon de choses

2/ les animaux domestiques



un berger allemand
(cane Tedesco)

Cet état Français
va,
par son souci de contrôle absolu
et notamment par ses innombrables
vérifications policières,
tout pourrir.

Même cette expression artistique
(jadis de liberté absolu) :
le **mail – art**
via internet et la poste

(voir illustration : ➡➡
affiche volée sur la porte
de « ma » petite poste dans mon village provençal).

Transformons les forces de l'ordre en
déchet

Réclamons le retour de
Jules Van*

*Célèbre rubrique publié dans Libération de 1970 à 1972 : Vrai Art
Nouveau (VAN) : l'art du boycott, du sabotage, du détournement et
du vol...



La France d'hier et d'aujourd'hui...

Lorsqu'un sujet de la vie quotidienne ne nous touche pas réellement ou directement, il est difficile, pour ne pas dire subjectif, d'en parler, au risque d'être distant, de passer à côté, ou de le traiter par délégation, je veux dire que seules les personnes vivant dans cette ambiance (les émigrés) peuvent exprimer leur ressenti. Cela me paraît logique. En revanche, parler du chapitre colonial est plus ... « aisé » parce qu'il fait partie de la mémoire collective. Néanmoins, je tenterai de donner ma vision, mon angle de vue.

Venue au monde peu après l'indépendance, je n'ai aucun souvenir vivant ou vécu de la guerre, les seules images que j'en possède sont dues à mon imagination de petite fille. J'ai écouté les récits des membres de ma famille, originaires d'une région montagneuse qui a connu les affres de la guerre, les Aurès, et j'ai lu l'histoire de la guerre relatée par mes livres de classe. J'ai aussi vu des films comme « la Bataille d'Alger » ou « l'Opium et le Bâton ». Enfant, je croyais que les acteurs étaient de vrais maquisards, je pleurais toutes les larmes de mon corps lorsque l'un d'eux mourrait au combat. Il y'a eu aussi cette chansonnette, que nous chantions quand nous étions enfants, c'était notre manière à nous de participer à la résistance, elle parlait d'une petite fille assise au seuil d'une mosquée « elle refusa l'aumône qui lui fut donnée et à l'officier répondit fièrement ... soldat français passez votre chemin...vous avez pris nos pères et nos mères...vous avez pris, nos terres et nos fermes mais l'Algérie vous ne l'aurez jamais ».

Mais, de « mémoire », collective bien sûr, je sais que mon pays a connu l'une des plus abominables guerres coloniales de l'histoire de l'humanité : tueries, exécutions, pillages, tortures, viols, bombardements des populations civiles, enfumages, exécutions sommaires, guillotine... Je parle du cauchemar durant les 132 ans de colonisation Française. Une expédition punitive destinée à effacer la trace d'un malencontreux coup d'éventail. On a fini par

les faire partir, mais «Ils» ont laissé derrière eux un pays en ruine, le chaos. Rien à envier à Hitler et à l'holocauste Juif (la shoah).

Et c'est à cause de cette misère que des Algériens sont partis pour la France, en croyant réaliser le « rêve français ». Dans cette France dont les rues étaient pavées d'or, ils ont dû « paver les rues de Paris », détruites par la guerre contre les Autres, contre les nazis. Ces Algériens se sont retrouvés parqués, enfermés dans des ghettos et des cités dorts ; puis, des années plus tard, de nouveaux Algériens sont partis pour d'autres raisons, et ceux-là on les a enfermés, parqués dans des lois XENOPHOBES ET ISLAMOPHOBES.

La France s'est donc progressivement dotée d'une batterie de textes législatifs ayant pour cible l'immigration. Désormais, il faut épouser le style de vie et maîtriser la langue pour ceux qui veulent obtenir la nationalité Française. La toute dernière première « Dame de France » va t-elle donner l'exemple et renoncer à sa nationalité d'origine (étrangère) ? Monsieur le président s'exprimera-t-il plus correctement dans ses discours « copiés collés » – mieux qu'à Dakar, en 2007, où ses propos passésistes et colonialistes laissaient terriblement à désirer sur le plan formel de l'avis même des linguistes ?

Sa belle initiative : laisser édicter une loi sur la colonisation «positive» à la gloire du colonialisme... La seule chose probablement positive dans cette affaire fut « notre butin de guerre » : la langue française, comme l'a si bien dit Kateb Yacine, grand écrivain Algérien, sinon je ne vois aucun aspect positif à la guerre d'occupation. Nous n'étions pas un peuple de sauvages, bien au contraire, l'Histoire parle d'elle-même.

Nouveau trophée sur le tableau de chasse de la France : refuser le droit de vote aux étrangers. Lors de son passage à Alger, durant l'été 2011, un haut responsable politique Français a fait la déclaration suivante, mot

pour mot : « En revanche, je ne suis pas favorable au droit de vote pour les étrangers, car le droit de vote est un droit qui est consubstantiel à la nationalité Française ». Travailler pour la France tout en restant d'éternels étrangers. C'est cela l'objectif et la reconnaissance !

Fermer l'école publique aux filles portant un hijab, le voile islamique, c'est-à-dire un simple foulard sur la tête. Identique à celui que portaient les bonnes sœurs du collège dans lequel j'ai fait mes études. Ensuite, est venue une loi anti-burqa (comme celle que portent les épouses des émirs auxquels la France vend des armes), je ne suis pas le moins du monde pro-burqa, mais cette tenue constitue-t-elle un danger pour la sécurité de la France ? En quoi, pareille loi peut-elle améliorer la condition de CES femmes ? Interdire le port de la burqa résorbera-t-il le taux de chômage qui ne cesse d'augmenter en France, donnera-t-il un toit aux SDF... ? La France sera-t-elle mieux notée ? Récupérera-t-elle son triple « Aiiieee » grâce aux 150 Euros d'amende dont devra s'acquitter toute femme surprise en flagrant délit de port d'une Burqa ? Ce sont là des questions que je me pose pour tenter de comprendre.

Tout récemment (janvier 2012), je suis tombée sur un article de presse, encore une histoire de voile. Il est d'usage que le jour de leur mariage, les femmes portent un voile, mais celui-là était de trop. Une Française d'origine maghrébine s'est vue demander de retirer le foulard qui couvrait sa chevelure car en vertu de la loi, «L'officier d'état civil doit s'assurer de l'identité des futurs époux » ce qu'empêcherait une pièce vestimentaire dissimulant le visage... La mariée cachait-elle son visage le jour de son mariage ? Toujours est-il que l'élue qui lui a demandé de l'enlever a reçu le soutien du préfet, lequel a salué son «attitude républicaine».

Il me semble évident qu'aujourd'hui, en France, il existe deux catégories de Français, les français « français » et les français qui sont d'origine étrangère et qui eux sont traités de manière discriminatoire. Et dire que

la Constitution Française parle d'une République qui « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ». Quelles belles paroles !!

Une France qui devrait plutôt reconnaître la diversité de la société française du 21e siècle, avec des peuples issus d'immigrations multiples, aux identités collectives spécifiques. Une France plurielle, une belle mosaïque. Au lieu de cela le gouvernement Français attise les haines et sème la division et le désordre.

Cela va des injures raciales aux expulsions brutales de centaines de Roms, expulsions inhumaines. Je ne parle pas des reconductions aux frontières et des séparations des familles. En dépit de cela,... tiens une pointe d'humour noir (sans jeux de mots), les trois personnalités préférées des Français en 2011 sont... deux noirs et un Arabe. Les gouvernants, fort heureusement, ne sont donc pas représentatifs des Français. Cette mésentente date de Maurice Audin, Henri Maillot, Fernand Yveton et bien d'autres, tous Algériens de cœur, et dont le sang abreuve à jamais la terre de leur pays adoptif, l'Algérie.

Aujourd'hui, ces gouvernants ont perdu toute crédibilité aux yeux des Français, le peuple qui a enfanté la Révolution Française mérite mieux, mérite plus.

Par ailleurs, après la loi sur la colonisation positive, après la stèle de Marignane honorant les mémoires des membres de l'OAS, ne voilà-t-il pas que les falsificateurs de l'histoire récidivent en voulant le transfert des cendres du tristement célèbre général Bigeard aux invalides, un lieu que les Français réservent aux grands militaires, aux héros de leurs guerres, et non pas aux tortionnaires et aux criminels de guerre. Cet acte est méprisant, indécent et irrespectueux envers l'humanité tout entière, pas uniquement envers la mémoire de nos glorieux morts pour l'indépendance de l'Algérie. Vous imaginez l'Allemagne ériger une stèle à la mémoire de Klaus Barbie ?

Je pense que les gouvernants Français menacent les valeurs fondamentales de la République et minent les piliers mêmes de l'État Français : « liberté, égalité, fraternité » ... En réalité, ces gouvernants cherchent à faire diversion face au marasme et à la mal vie qui « rongent » les Français. Insultes, scandales en tout genre, scandales sexuels tout récemment encore : on sort systématiquement le cadavre du placard dès que quelqu'un fait de l'opposition ou risque de constituer un danger lors d'une échéance électorale. Le but du jeu est d'accaparer des voix de toutes les obédiences politiques, mariniennes y compris, si la chose est nécessaire.

La France aurait-elle atteint son « seuil d'incompétence morale » ? Comme le dit Amine Malouf dans son célèbre ouvrage intitulé « identités meurtrières » ... Les gouvernants Français actuels seraient-ils en train de remettre en question ce que Rousseau, Gavroche et tant de générations successives s'étaient employés à bâtir ? Aujourd'hui, La France rate sciemment le coche de son avenir en refusant l'image du patch work identitaire que lui offre l'Histoire.

Amine Malouf pense que ceux dont la culture originelle ne coïncide pas avec la société dans laquelle ils vivent, doivent pouvoir maintenir leur adhésion à leur culture d'origine et ne pas se sentir obligés de la dissimuler comme une maladie honteuse.... Tout en s'ouvrant à la culture du pays d'accueil.

Il dit également : « Pour tous, pouvoir vivre dans la sérénité leurs diverses appartenances est essentiel à leur propre épanouissement, comme à la paix civile. »

Les gouvernants Français chargent les étrangers de tous les maux dont souffre la France d'aujourd'hui : le chômage, l'insécurité, la misère. C'est leur manière de dissimuler leur incompétence à gérer le pays ... Si j'ai le nez dans le ruisseau, c'est la faute à Mohamed et Mamadou.

Je ne voudrais pas que mes propos donnent à croire que, pour moi, tous les migrants sont d'honnêtes et d'irréprochables citoyens : ce qui se produit dans chaque pays, la France y compris, dépend des politiques menées notamment à propos de la question de l'immigration. Si le dossier de l'immigration est mené avec sagesse et clairvoyance, les immigrés apporteront dans leurs bagages, leurs idées, leurs compétences, leur diversité... Dans le cas contraire, et toujours selon Amine Malouf, certains risquent de devenir « des identités meurtrières » par haine, par dépit, par vengeance, suite eux injustice répétées. Il reste entendu que les voyous doivent être punis conformément aux lois de la République.

La France mène une politique étrangère impulsive, amateuriste, incohérente et n'obéissant qu'à des préoccupations médiatiques. Politique de suivisme à l'égard des États-Unis et de la finance internationale. En 1991, par exemple, la France a suivi les États-Unis dans leur guerre à l'Irak. Qu'y a-t-elle gagné ? Rien. Les « states » ont raflé la mise (une belle manne pétrolière).

Après avoir permis à Khadafi de planter sa kheima (tente) dans les jardins de Matignon, la France le bombarde avec l'aval de l'oncle Sam, quelques mois plus tard. Qu'y gagne-t-elle cette fois ? De tester ses armes ultrasophistiquées, de causer des dommages collatéraux en tuant des civils lors de frappes « chirurgicales ». Khadafi n'est plus et à quoi a servi cette guerre ? À part mettre un pays à feu et à sang ? Des millions d'euros « piqués » aux Français qui eux doivent subir sagement les affres de « la crise ». Les fins de mois difficiles, le chômage et le reste...

Dernière trouvaille, une loi condamnant le génocide Arménien COMMIS par la Turquie, comment peut-on juger et condamner la Turquie pour un crime dont la France elle-même s'est rendue coupable ? Le 8 Mai 1945 à Guelma, Sétif et ailleurs ? N'était-ce pas un génocide ? Avec l'emploi du napalm, l'arme de destruction massive de l'époque. Quatre bombes atomiques ont explosé dans le Sud Algérien (dans la région de Reggan en

février, avril, décembre 1960 et en février 1961), n'est-ce pas un génocide ? Des bombes anti-personnel ont été disposées sur les deux frontières Est et Ouest du pays ? Ces bombes font encore des victimes aujourd'hui. Un million et demi de martyrs entre 1954 et 1962. C'est un génocide, un crime contre l'humanité, une mare de sang qui a la taille d'un pays... le mien.

En fait, la France ne défend plus aucun principe, aucune valeur propre, elle suit le mouvement, elle s'est ralliée aux États-Unis, comme le manifeste son retour dans l'OTAN. La France a perdu son influence, elle suit le mouvement du pouvoir et de l'argent, l'argent du pouvoir, le pouvoir de l'argent.

Pour ce qui est de l'interminable malaise France Algérie, je dirai que près d'une cinquantaine d'années nous séparent de la guerre, les deux peuples ont dépassé les préjugés comme le prouvent les nombreux mariages mixtes conclu entre les deux rives. La haine n'est plus aussi présente. Maintenant, c'est aux gouvernants Français de guérir du syndrome du colonisateur, car l'Algérie est désormais un pays libre et indépendant depuis un demi-siècle.

J'espère sincèrement que la prochaine échéance électorale apportera à la France les changements nécessaires et attendus : un gouvernement à la mesure du peuple Français.

Pour finir, je dirai qu'en ce qui me concerne, la langue française a le goût et le souvenir de mon enfance, de mes premières lectures, de cette enseignante Française au collège, qui m'a appris à rêver, grâce aux belles histoires qu'elle nous racontait. C'est grâce à elle aussi que, dans mon imagination d'adolescente, la France a pu « se conjuguer » au futur et non pas uniquement au passé.

Assia

*née en 1964, diplômée de l'E.N.A,
fonctionnaire dans une Grande Ecole doctorale .*

LA France ?

France : 2012 : une année pleine de symboles pour nous, Algériens, et aussi pour vous, Français, car c'est le moment « idéal » pour régler nos comptes avec l'Histoire. L'Algérie et la France ne se sont jamais autant « haïes » et « aimées » à la fois. Mais comment effacer tout à coup 132 ans de colonisation ?

Plusieurs faits, ces dernières années, ont exacerbé en France des sentiments négatifs et franchement xénophobes : je ne citerai que la fameuse loi du 23 février 2005 sur le colonialisme positif et la tentative d'élever une stèle dans le sud de la France pour glorifier des violences vis-à-vis de l'Algérie. Tous ces événements, hélas, sont manigancés par la droite Française qui s'acharne à réveiller les vieux démons de la période coloniale – période que j'ai moi-même vécue durant mon enfance... les bombes, les balles, les soldats, les cris, les larmes ... je n'ai pas oublié. Mais je demeure convaincu que pour mieux affronter l'avenir il faut se réconcilier avec son passé.

Les gouvernements successifs de la V^e République ne se sont jamais souciés du bénéfice que pourrait leur apporter le fait de reconnaître les actes innommables commis dans notre pays, et ce depuis un fameux juillet de 1830. Les exactions dont furent victimes les « indigènes » par les soins des Saint-Arnaud, Bigeard, Aussaresses, Massu, Salan, Challes... sont des cicatrices indélébiles dans nos mémoires surtout si elles demeurent ignorées par les gouvernants ou, pire, sont parfois glorifiées comme un apport positif (loi du 23/02/2005).

La reconnaissance des actes infâmes commis sur nos citoyens, doit être une priorité pour la France et cela ne fera que grandir les personnalités qui auront l'honnêteté morale de le faire. De reconnaître que ce fut une guerre d'occupation durant laquelle le pire fut perpétré.

Depuis l'accession de Sarkozy à la magistrature suprême, la France est entrée dans un « engrenage démoniaque » alimenté, élections oblige, par des débats sur l'identité nationale, la laïcité, le port du voile ou de la burqa et j'en passe ...

Ces débats orchestrés par le parti majoritaire sont porteurs de lendemains incertains pour la France, terre d'asile et des droits de l'homme : ils ne font que raviver l'esprit communautaire, le repli identitaire et donnent ainsi naissance à des groupes religieux qui sont un refuge pour les laissés-pour-compte.

La stigmatisation du danger de l'étranger (surtout le musulman) n'a fait qu'attiser le sentiment d'insécurité au sein de la société française laquelle, j'en suis sûr n'est pas du même avis que ses dirigeants.

Le président actuel devrait profiter de la conjoncture actuelle (crise économique mondiale, montée de la xénophobie et des partis d'extrême droite) pour reconnaître les crimes commis par le colonialisme français, ce qui n'a rien de déshonorant et ouvrir une nouvelle page de l'histoire entre nos deux peuples qui ont telle part d'histoire en commun et qui, malgré tout, comme deux charges opposées, s'attirent l'un vers l'autre . Même si les hommes politiques se taisent, la réalité est là : historiens et citoyens savent que les peuples algériens et français sauront s'apprécier et s'aimer : il existe désormais un grand nombre de mariages mixtes. Par ailleurs deux caricaturistes de talent, Plantu et Dilem, ont réussi un geste symbolique et fort, qui est un pied de nez aux politiques, en échangeant leurs caricatures.

Les gouvernants actuels, qui sont aux commandes en France, donnent une piètre image de la France qui, vue de l'extérieur, est un pays plongé dans une crise économique sans précédent, en 2012 des français ont faim, ils ont froid. Les SDF se bousculent sous les ponts ce qui est inadmissible pour un pays développé, un grand pays comme la France.

En matière de politique étrangère, ce n'est guère mieux, les patrons de la France s'illustrent par « un béni-ouiouisme » affligeant envers les Etats Unis, et l'Allemagne, l'ennemi d'hier, l'occupant, preuve qu'on peut dépasser les vieilles rancœurs, pourquoi ne pas faire pareil avec l'Algérie et les Algériens ? Construire l'avenir au lieu de continuer de fonctionner avec les vieux réflexes ? «EST-CE PARCE QUE TOUTES LES CIVILISATIONS NE SE VALENT PAS»... ?

Le pays qui a vu naître Molière, Balzac, Sartre, La Fontaine... est mené par le bout du nez par des cow-boys !! Les diplomates Français, les vrais sont muselés, ils n'ont plus droit à la parole alors qu'ils sont capables de mettre sur pied une politique réfléchie et stable capables de mieux voir l'Europe de demain, de définir une politique claire à l'égard de l'Afghanistan, de l'Afrique et aussi du monde Arabe en révolte... Au lieu de cela, les rênes de la diplomatie sont tenues par des bricoleurs, pour lesquels les réseaux représentant des intérêts privés priment sur ceux de la nation.

Au risque de me répéter, je dirai que les Algériens et les Français ont vécu très longtemps ensemble, deux peuples, une histoire. La France est un pays aux identités plurielles, venues se greffer sur elle tout au long de l'histoire de France, désormais les Français seront moitié *gaulois*, moitié Arabes ou Juifs et Africains aussi, les politiques n'ont d'autres choix que de l'admettre, en un mot de l'assumer et de l'accepter afin que la France vive en paix avec elle même...

Saïd
né en 1951, médecin généraliste privé.

J'avais quatre ans

En 1954, j'avais quatre ans, mais tout est inscrit, ressenti. Certains ont une mémoire d'une grande fidélité et sont capables de restituer un récit bien structuré, chronologique, ce n'est pas mon cas. J'absorbe les événements comme du papier buvard, j'ai absorbé la peur individuelle et collective du colonialisme, une peur pas délétère, du moins je le crois.

1 - **L'enfance** : l'enfant que j'étais s'abreuvait du merveilleux, sans manquer toutefois de lucidité puisque l'exiguïté des espaces où nous étions parqués, m'interpellait. Une seule pièce pour neuf (9) personnes, pas de salle de bain, des toilettes communes : pour y accéder les femmes dépêchaient une éclairieuse ; les hommes eux devaient tousoter pour chasser l'intruse. Quant au bain, nous n'y avions droit qu'une fois par mois... Je me souviens du ballot de linge sale, la « rézma ». Mission salvatrice de nos maîtres, les Français, ils étaient considérés comme tels, un atavisme que le temps de la colonisation avait inscrit dans nos gènes.

2 - **La médersa** : (l'école coranique) : l'enseignement de l'Arabe était interdit : comment enseigner une langue barbare à des enfants dont les « ancêtres » étaient des gaulois ? Je me rendais à la medersa (école où l'arabe était enseigné dans la plus stricte clandestinité) le dimanche uniquement, les autres jours étaient consacrés à l'école Française.

3 - **le quotidien** : Une rafale de mitraillette éclate au niveau d'un barrage militaire, la ville étant quadrillée par de nombreux points de contrôle, impossible de se déplacer sans laisser-passer pour se rendre dans les autres quartiers, les lieux se vident je me fige... la vue du sang, les militaires hurlent, courent dans tous les sens... un soldat français est grièvement blessé.

4- La guerre (mes héros) :

- **Sidi** (mon frère) : Il était chargé d'acheminer les médicaments vers le front. Il transportait les cartons sur sa moto et la livraison se passait au pied de la montagne (les Aurès). Lorsqu'il se faisait arrêter, nos vies étaient accrochées à la moindre information le concernant, où ? comment, et quand ? La libération. Quelques mois plus tard, nous étions la cible des militaires, 5h du matin, des cris, des aboiements nous ont réveillés en sursaut, des militaires escaladaient la grille du jardin, Sidi a ouvert la porte, ils sont venus l'arrêter. On avait torturé l'un de ses camarades qui, à bout de forces, avait fini par le dénoncer.

- **Mihoub** (un ami de la famille) : Il était à mes yeux, la bravoure faite homme, il arrivait chez nous le soir. Il portait une kechabia (une sorte de djellaba hivernale) avec autour de sa taille un ceinturon auquel étaient accrochées quelques grenades, une mitraillette en bandoulière. Un soir, alors qu'il était chez nous, un convoi militaire s'est arrêté dans le quartier, c'était la panique. Il s'est retrouvé enfermé tout en haut d'un placard jusqu'à ce que le calme revienne. En fait, les militaires étaient venus arrêter un voisin.

- **Dida** (ma sœur) : je l'admirais... Souvent, le soir, après avoir fini de corriger sa pile de cahiers, elle était institutrice, elle enfilait ses gants pour se livrer à sa tâche... Dida était l'un des meilleurs agents de liaison de la glorieuse Armée de Libération Nationale. Les militaires passeront aussi pour l'arrêter.

5- l'indépendance !!

Alors que le peuple exultait, une stratégie se mettait en place qui allait éliminer les intellectuels et permettre aux gueux de prendre progressivement le pouvoir. Le désenchantement s'est installé, tous les projets qu'on avait

dans le cœur pour notre pays on cédé la place à l'amertume et nous sommes devenus spectateurs d'opportunistes de tous bords, qui ont transformé les idées en appétit. L'ennemi d'hier a changé de stratégie, il est sorti par la porte et revenu par la fenêtre : les armes et les chars ont été remplacés par une politique de déstabilisation dans tous les domaines grâce à l'aide précieuse de fidèles des colonisateurs. Il existe chez nous une catégorie de personnes que le peuple, à juste titre d'ailleurs, appelle «les enfants de la France». Ils sont là, occupent des postes importants et servent fidèlement et loyalement les intérêts de la France.

Un système éducatif «efficace» a été mis en place : il a réussi à décérébrer les jeunes, qui sont devenus incapables d'exprimer une opinion, et qui parlent une langue hybride, ni de l'arabe ni du français. Pour essayer de s'en sortir, certains se dirigent vers l'enseignement privé, là des chefs d'entreprises les attendent, car c'est le profit qui compte. L'avenir des enfants importe peu. Ce que le colonisateur d'hier nous a appris par le stylo, il le récupère par le stylo. Les valeurs se sont inversées, les jeunes veulent partir vivre chez le colonisateur d'hier, croyant y trouver une vie meilleure. Dans les autres secteurs, la politique de déstabilisation est également présente : nous vivons dans un marasme, une léthargie, une sorte de permanence. Les richesses de l'ALGERIE continuent d'être pillées avec des contrats signés EN BONNE ET DUE FORME...

Farida

née en 1950, enseignante de langue Française dans un lycée privé.

Que les ordures dégagent

!



Buddha assis, lui aussi, (geste de la main droite) conjure le mauvais sort !
: « que les ordures dégagent ! »

départ seuil sol

départ seuil sol

et tout cela porte

autre forme de meurtre

ici l'ordure

deux corps de chaque côté

corps mort du bas

*

expulser les odeurs du réduit

vieille cave sans dents

l'enfance n'y jouera plus

nous passons au ventre

le sens paraît vertical

les morts s'enterrent par la bouche

*

le monde va contemporain
mon ventre aussi chaque jour
défaire ce qui l'encombre
et puis attendre que ça passe
mots mal vidés du reste
mal brutal

*

ici d'ailleurs tu peux sauter
attendre et puis sauter
une hauteur suffit
pour expulser de son bas
comme de la vie puante
un mot qui s'écrase

L. Degroote

Trajectoire emploi !

« Des râleurs, ceux qui se plaignent qu'il n'y a pas de travail, qu'ils n'en trouvent pas. Ce sont des râleurs ! Des râleurs, ceux qui disent que tout va mal, que c'est la faute de la société. Le temps qu'ils passent à râler ils feraient mieux de l'employer à chercher du travail. Mais vous c'est différent, vous ne faites pas partie de ces gens là ! ». C'était la personne qui me suivait à l'ANPE qui me tenait ces propos. Je la voyais une fois par mois. Une personne assez consciencieuse. Je venais de lui dire que les perspectives d'emploi étaient de plus en plus sombres, que le marché du travail ressemblait de plus en plus à un jeu de chaises tournantes. Le taux de chômage pendant les trente dernières années (qui succèdent aux trente des années dites glorieuses, et que j'entends maintenant certains appeler les trente *honteuses*.) restait compris entre 5% et 10%. Ne fallait-il pas imaginer une autre société, avec une autre façon d'y envisager le rôle du travail ?

Mais à cette époque, il est vrai, on entendait dire encore, y compris par le responsable de ce qui allait bientôt devenir le Pôle emploi, qu'il y avait assez de travail dans notre pays. Seulement voilà, les gens ne voulaient pas aller là où on pouvait en offrir. Le marché du travail c'était un peu comme une chambre de compensation, et c'était de la faute des demandeurs d'emploi qui n'étaient pas assez mobiles.

Elle aussi cette femme plutôt aimable, pensait sans doute qu'il y avait du travail pour tout le monde. Elle me disait que je ne devais pas, que je ne pouvais pas m'assimiler à ces gens là, les râleurs, qui peut-être ne veulent pas forcément travailler. Moi j'étais diplômé, avant j'étais cadre, je faisais (je devais faire) partie de ceux qui sont motivés pour retrouver un emploi. En l'entendant parler comme ça, je ne me sentais plus tout à fait un être humain. Un être humain avec une histoire, son histoire,

mais le représentant d'un statut, d'une catégorie qui doit avoir dans tous les cas un certain type de réaction, et pas un autre. Elle m'avait fait une remarque sur les indemnités que je percevais, elle en avait conclu que j'avais eu avant de bons revenus. Moi je lui disais, qu'il fallait être réaliste, qu'ici mon profil n'intéressait personne. Ce que je souhaitais c'était trouver un travail que je sache faire, qu'il corresponde à mon niveau de qualification... ou pas, et qu'importait le salaire. J'ajoutais que même cela, je ne trouvais pas. D'une part il y avait peu d'offres, d'autre part, les employeurs potentiels ne voyaient pas les choses forcément comme moi : j'étais trop ou pas assez qualifié, plus assez jeune, n'avais pas l'expérience souhaitée etc. Elle, imperturbable, me disait qu'elle constatait une reprise des offres d'emploi (Était-ce de la langue de bois, le croyait-elle vraiment ?), que c'était sûr, j'allais en trouver. A la fin de l'entretien, elle admit tout de même que ce serait long, difficile et me proposa de me donner les coordonnées d'une psychologue. J'ai souri je crois et lui ai répondu que c'était d'un travail dont j'avais besoin, pas d'une psychologue qui m'aide à supporter d'être sans emploi. Notre entretien s'est terminé là-dessus, il n'y avait plus d'argument sans doute que la situation était correctement résumée.

J'ai déjà raconté la mission que je fis quelque temps après cet entretien au Conseil Général. C'est après cet épisode qu'un jour, alors que j'étais de nouveau sans travail, Pôle emploi m'envoya un questionnaire :

Avez-vous besoin de clarifier votre projet professionnel ?

Avez-vous un nouveau projet professionnel ?

Je décidais d'écrire au directeur de l'agence. Dans cette lettre, je lui disais mon incompréhension : pourquoi vouloir faire croire encore à des êtres qui n'y croyaient plus, qu'ils auraient encore un rôle à jouer, par le travail, dans une société qui ne pouvait, qui ne savait plus en proposer suffisamment. J'évoquais mon passé. Élevé dans les valeurs laborieuses,

j'étais le résultat de générations de travailleurs, c'était inscrit dans l'identité familiale, depuis si longtemps. Il était normal au fond de sacrifier ma nature profonde à l'exercice d'une profession qu'elle me plaise ou non. Le travail était encore un facteur essentiel de cohésion sociale, fondement de la société. La part que chacun doit faire pour celle-ci, s'y sentir inclus, s'autoriser un sentiment de citoyenneté.

Je mentionnais mon parcours, mes deux médailles du travail, non pour me vanter, il n'y a vraiment pas de quoi, mais comme l'aurait fait un ancien combattant, pour dire toute l'absurdité qu'il y avait eu de croire à cette cause, pire d'avoir cru à sa permanence :

J'ai été tenté de croire, qu'en échange de la reconnaissance et le respect des valeurs fondamentales de notre société, je pouvais attendre en retour que celle-ci assure en quelque sorte la continuité de mon destin. Un droit inscrit dans une constitution est normalement un devoir pour la société qui s'en réclame. Du point de vue du citoyen, travailler est un devoir mais qui ne s'accomplit que s'il peut en exercer le droit. Une société peut aussi mourir de ne pas vouloir affronter ses contradictions.

Évidemment cette lettre n'était qu'une réaction, plutôt désespérée. Elle ne servirait à rien, pas plus qu'un message que l'on enverrait dans l'espace, en l'occurrence un espace infini, grand et incertain comme le futur. Le Directeur ne m'a jamais répondu personnellement. Il s'est peut-être dit que je faisais partie, moi aussi, des râleurs. Pour toute réponse j'ai reçu une lettre m'indiquant la date d'une réunion au Pôle emploi. *Attention, cet entretien est obligatoire* indiquait le courrier. Mais ce n'était pas un entretien individuel, c'était une réunion de présentation d'une nouvelle prestation appelée: *Trajectoire Emploi*.

Ce jour là arrive, et bien sûr je m'y rends. Nous sommes une quinzaine dans la salle. La réunion commence, l'animateur nous projette sur un

écran, des tableaux, des listes, des phrases chocs pour appuyer son exposé. Il nous fait comprendre que ce qu'il nous propose est inédit et que cette fois ça va marcher. Cette fois Pôle-emploi a mis en place un réseau avec des agences, d'intérim de formation, ils sont partenaires (listes projetées sur écran). Nos CV leur seront transmis. De plus, lorsque nous répondrons désormais à une offre d'emploi un référent sorte de tuteur, appuiera notre candidature. Et une fois en poste il nous accompagnera, encore, dans les premiers mois de l'embauche, servira de médiateur si besoin en cas de problème etc. Le dispositif est séduisant. L'animateur semble lui-même convaincu de sa pertinence. En résumé il aurait pu nous dire : vous pensiez que vous aviez tout essayé, fait tous les ateliers (*Je refais mon CV. Comment s'améliorer en entretien. Comment rédiger une lettre de motivation*, etc.) et bien cette fois ci vous aurez tout ça en même temps et en plus un suivi personnalisé. Vous allez voir ce que vous allez voir. Je suis sceptique, mais je signe la feuille d'acceptation, je m'engage à suivre le parcours. Bien sûr personne ne m'oblige mais je suis volontaire, on ne sait jamais.

Quelques temps après cette réunion je devais recevoir une nouvelle convocation :

Vous êtes positionné sur « Trajectoire emploi », dispositif d'accompagnement personnalisé, pour accélérer votre retour à l'emploi durable dans les plus courts délais.

Un consultant référent vous accompagne et vous conseille individuellement tout au long de votre recherche et durant l'intégration dans votre nouveau poste

Votre rendez-vous chez A.....

Date : 16 décembre 2009 à 9 h.

Le ton était volontaire, sûr des résultats. Ces mots là étaient écrits, je ne les invente pas.

Je suis au rendez-vous. Notre groupe de huit ou neuf s'avère représentatif des différentes catégories de chômeurs : classes d'âge, origines, histoires professionnelles diverses. Je suis le plus âgé. Nous sommes dans une petite salle avec cinq ou six ordinateurs. Jean-Marc (notre consultant référent) se présente, le tour de table traditionnel peut commencer.

C'est une jeune femme d'une vingtaine d'années, Emilie, qui commence. Elle est séparée, élève seule un enfant. Son parcours scolaire est chaotique. Elle parle avec franchise et honnêteté de son absentéisme lorsqu'elle se trouvait en alternance entre l'école et l'entreprise. Depuis elle a tenu des emplois de caissière, dans lesquels elle se sentait plutôt à l'aise. La fin de contrat est du fait de son employeur. Elle est un peu aidée par ses parents, possède encore une vieille voiture en panne, qu'elle n'a plus les moyens de réparer. Elle nous racontera un jour, qu'elle s'était fait interdire de casino. Elle jouait le peu d'argent qu'elle avait et évidemment perdait.

Omar lui est un immigré, il vit entre deux pays, la France et son pays natal dans lequel il fait des séjours plus ou moins long, il se prête avec bonne volonté à l'exercice de recherche active qui lui est demandé mais croit surtout à la débrouille, c'est-à-dire aux petits chantiers qu'il effectue au noir. Plus tard je l'entendrai parler d'une formation d'aide soignant. Je ne crois pas que cela ait pu jamais aboutir.

Nadia est une jeune femme plutôt taciturne qui vient d'Algérie, elle n'a pas grand-chose à dire, son projet c'est de devenir une aide à domicile ou dans une maison de retraite. Plus tard elle sera plus détendue. Entre temps elle aura déménagé avec ses deux enfants, quitté un mari qui la

frappait. Je la revois recopier avec application et lenteur des lettres de candidatures. Un jour je me suis approché d'elle et j'ai vu alors qu'elle rédigeait d'abord ses courriers en arabe cursif. Je comprenais sa difficulté elle devait passer d'une écriture de droite à gauche à une écriture de gauche à droite, changer d'alphabet.

Valéry est assis à coté de Nadia, à cheval sur l'hygiène il me fera signe que sa voisine ne sent pas bon. Valéry est barman, il faut comprendre par là qu'il a une qualification et qu'il entend la faire valoir. Il a le souci de la hiérarchie et de son statut. Il ne veut pas faire de service en salle, ce serait pour lui une régression. Il a tenu un emploi pendant longtemps dans un hôtel 4 étoiles et semble attaché à ce niveau de standing pour exercer ses talents. Il semble qu'il ait été licencié après une absence prolongée, suite à une opération. Depuis, sept ans ont passé, il n'a pas retravaillé. Il me dira un jour qu'il vit encore en famille mais que lui et sa femme ne se parlent plus depuis des années. Et puis un matin que nous étions tous là, pendant le tour de table où nous devions faire état de l'avancement dans nos recherches, il nous déclarera que sa femme et ses enfants ont quitté l'appartement avec les meubles, qu'il n'avait donc plus rien et ne pouvait payer le loyer. Mais ce n'était pas encore là la fin de son malheur, Valéry s'est empressé d'ajouter qu'il venait d'un petit village où, disait-il, il était connu et considéré. Il avait peur que l'on apprenne ce qui s'était passé dans son couple et que sa réputation en souffre.

Philippe lui est un retraité de l'armée. Il a travaillé longtemps comme mécanicien sur les bateaux. Aujourd'hui il en a assez, il bénéficie d'une pension dont je n'imagine pas bien le montant. Il est revenu vivre chez sa mère. C'est elle, dit-on, qui le pousserait à trouver un travail. Philippe aimerait bien devenir boulanger. Il doit avoir dans les 45 ans, il est célibataire. Il se sent mal à l'aise parmi nous. C'est un homme poli, timide, effacé, dont je ne connaîtrai pas la personnalité. Progressivement,

mais assez vite, son mal-être va empirer pendant la durée de notre *stage*. Nous allons nous rendre compte qu'il est suivi psychologiquement, sous traitement. De plus en plus il parlera tout seul. Pendant les séances, il s'absentera longuement aux toilettes, pendant un temps qui dépasse l'usage habituel du lieu.

Lydia me semble la plus combative de nous tous. Ceci s'explique en partie parce qu'elle a déjà quelque perspective possible d'emploi en CDD. Mais elle recherche une situation stable. Elle aussi est séparée avec enfants. Lydia expliquera en outre qu'elle souffre de devoir travailler en équipe et aimerait travailler en indépendante, peut-être un commerce. Malgré ce trait de caractère, c'est une jeune femme très sociable et serviable. Elle me proposera même une fois de garder mes enfants un jour où je réfléchissais tout haut à mon organisation.

Le tour de table continue, c'est à moi. Il y a des moments où sans s'en rendre compte immédiatement on est spectateur de soi. Celui qui parle de son parcours est comme détaché de lui-même. Je ne peux plus mettre de conviction dans la description de mon être social. J'ai l'impression d'être un peu l'historien de moi-même. Je sens bien d'ailleurs que Jean-Marc, l'animateur, repère en moi une différence par rapport au groupe. Mon âge, le récit de mon parcours laisse deviner que j'ai un passé professionnel (je ne veux pas utiliser le mot carrière), ai eu un jour des responsabilités. Je suis un peu un miroir de ce qu'il est : j'ai eu comme lui, un jour, un petit statut. Il jauge peut-être, à ma façon de raconter mon histoire, sa propre façon d'appréhender son déclassement (il est titulaire d'un DEA en droit public). Il est aujourd'hui notre conseiller, mais fut en d'autres temps professeur d'économie. Il est aujourd'hui un travailleur précaire, CDD à temps partiel. Il a une légitimité, une crédibilité par rapport à nous : lui aussi a été demandeur d'emploi.

Assez vite Jean-Marc me demandera de l'aider à animer nos sessions. A-t-il senti que je pouvais être un contradicteur, veut-il ainsi me mettre dans son camp ? Je ne sais pas. Ce dont je vais me rendre compte en revanche, assez vite, c'est que Jean-Marc est dévoué à son travail et remplit les conditions nécessaires pour accomplir une tâche difficile. Il ne juge personne, n'a aucun mépris, aucun préjugé social, ethnique ou culturel. Il est infatigable devant ces êtres déstructurés qui souvent freinent des quatre fers devant telle ou telle initiative qu'ils doivent prendre, tel exercice de rédaction a été effectué. Ils les relancent, les aide, fait leur brouillon, les relit, essaye de les redynamiser un peu sachant qu'une fois partie, ils replongeront dans les pesanteurs de leur existence, la tête dans l'étau des doutes. Sachant qu'il faudra reprendre chaque semaine les choses à zéro ou presque. Je ne peux même pas dire que mes camarades sont désenchantés, je vais comprendre rapidement qu'ils n'ont jamais de leur vie connu de période vraiment agréable. Leur échec n'est pas seulement professionnel, il était avant scolaire, sentimental, social. Ils fuient un pays, un mari qui les battait, un échec sentimental. Ils se fuient eux-mêmes pour une part, ils n'ont souvent que peu d'estime pour eux-mêmes. Ils fuient dans le jeu, dans les neuroleptiques, ou encore l'alcool.

L'alcool... Frédéric, est un jeune homme d'une trentaine d'années, je n'ai plus en tête très exactement son parcours professionnel. Je me souviens qu'il a été chaotique et sporadique. Il n'avait pas, je crois, de véritable formation, et peu d'expérience. Il parlera surtout d'un travail dans le bâtiment où il faisait le terrassement et un peu de maçonnerie de second niveau. Il a perdu son permis, sans doute pour conduite en état d'ivresse. Il ne viendra pas à toutes les séances et restera souvent silencieux, souriant de façon stoïque après avoir mentionné sa cuite de la veille. J'ai eu, au début, un peu de mal à rentrer en contact avec lui. Il me regardait avec curiosité, se demandait bien ce que je faisais là et s'il pouvait s'adresser directement à moi. Pour lui j'appartenais à une

caste supérieure (la hiérarchie se reconstitue, même dans un contexte de déclassement), ce constat ne suscitant en lui, ni révolte, ni envie, ni jalousie. Non simplement il ne comprenait pas. Je crois même qu'il m'admirait un peu de savoir faire un peu d'ironie facile, signe pour lui que j'avais une petite maîtrise du jeu social. Ce semblant d'aisance qu'il n'avait pas était suffisant pour l'épater.

Frédéric a encore des rapports avec ses parents, mais ils ne l'hébergent pas, il vit dans un foyer de travailleurs. C'est un lieu de promiscuité, ce qui évidemment n'arrange en rien son addiction. Frédéric est attachant avec ses sourires désarmants. Il donne l'impression d'un gosse égaré dans un corps d'adulte. Il est paumé, ne sait plus très bien jusqu'à quel point mais de bonne volonté. Nous serons plusieurs à l'aider.

Je ne veux pas terminer ces portraits sans évoquer Marie, même si elle n'est pas venue souvent. Elle avait été éducatrice, métier qu'elle aimait jusqu'au jour où un enfant, peut-être un adolescent je ne sais plus l'a, nous dit-elle, agressé. Depuis ce jour quelque chose en elle était, non pas brisé le mot est fort, mais fêlé. Elle n'arrivait pas à ressouder son être. On lui proposa, je ne sais plus par quel intermédiaire, un travail d'agent d'entretien pour nettoyer les locaux du parc omnisport. Elle accepta tout en acceptant mal ce qu'elle vivait comme une régression.

Ils avaient tous une difficulté qui leur était propre, sociale, existentielle, une souffrance jamais identifiée. Certains se sentaient coupables, déjà d'être eux-mêmes. Et le fait qu'ils soient sans emploi constituait une caisse de résonances, amplifiait leurs problèmes. Je suis toujours étonné lorsqu'on stigmatise les chômeurs. Ils sont émigrés, ils ont mal travaillé à l'école, ce sont des paresseux, ils ne savent pas chercher du travail, ou pire ne le veulent même pas. Bref c'est de leur faute. C'est forcément de leur faute. Il n'y a pourtant aucun confort à être sans emploi, aucun. Autour de cette table, il n'y avait pas là des chômeurs malins et profiteurs

comme certains l'imaginent. J'ai vu des êtres, mal dans leur situation, un pied dehors ou un pied dedans, ils ne savent pas bien. Dire à des gens qui se perçoivent comme des non-citoyens, qu'ils sont de mauvais citoyens n'a pas de sens.

On fait le planning des réunions pour le mois. Nous sommes plusieurs à avoir des enfants. J'explique à Jean-Marc que le seul avantage d'être chômeur, le seul, c'est de pouvoir s'occuper des enfants et particulièrement le mercredi. Rien n'y fait c'est justement ce jour là que nos prochaines réunions seront fixées.

Ce que nous ferons là dans les semaines à venir est conforme à ce que j'attendais. Refaire ce que l'on a déjà fait (CV) ou faire en groupe ce que l'on faisait chacun chez soi (recherches d'emploi, candidatures). L'avantage pour certains c'est qu'ils peuvent bénéficier d'une petite logistique. Nous avons internet à notre disposition, des imprimantes, un peu de documentation. Jean-Marc déploie tout ses talents et son énergie, pour nous convaincre qu'il faut y croire (il faut de la pensée positive !). On remet donc au point les CV une fois de plus, on se met sur internet en recherche, on empoigne l'annuaire économique de la région. Il faut trouver des offres et y répondre. Jean-Marc connaît les trucs, il a des informations dont une, en particulier, qui m'inquiète : « Il faut savoir que malgré l'obligation légale faite aux entreprises de soumettre leurs offres à Pôle emploi de moins en moins la respectent, Pôle emploi n'en collectent plus que 30%, il faut donc chercher les autres ailleurs ! » nous dit-il. Ou encore : « Il faut savoir que si vous envoyez une lettre pour une candidature spontanée, ou une offre, l'employeur n'y répondra pas. L'employeur attendra une deuxième lettre que vous enverrez huit jours après. C'est ainsi qu'il jugera de votre réelle motivation ! ». Je lui dis que je suis sans doute bête, que je ne comprends pas bien : dans un monde normal, si un employeur a un réel besoin, qu'il reçoit une candidature

qui lui correspond, il ne doit pas perdre du temps à attendre de recevoir un deuxième courrier de motivation. Il doit recevoir le candidat. Je lui dis que je ne comprends pas bien parce que je n'ose pas lui dire que je n'y crois pas. Mais nous ne sommes pas au bout de nos surprises, Jean-Marc ne s'arrêtera pas là. Il nous expliquera que les lettres de motivation, écrire, tout ça, de toute façon, c'est démodé. Oui, le dernier cri c'est d'y aller... d'aller sur place (silence, on se regarde). Comme ça sans rendez-vous ? « Oui comme ça, vous y allez, vous mettez au point un petit discours, dans lequel vous expliquez vos motivations... et l'intérêt que vous portez à l'entreprise, croyez moi vous marquerez un point ». J'ai regardé Jean-Marc, il semblait convaincu de ce qu'il disait. Nous ne nous attendions pas à ça, tous les codes explosaient. La lettre de motivation c'était quelque chose d'important, c'est ce que pôle emploi nous avait appris à faire, et selon des méthodes homologuées. Je faisais vérifier les miennes souvent par l'institution pour être sûr de respecter le canon. Au total j'en avais fait peut-être quatre vingt, d'autres plus que moi, pour nous entendre dire que c'était une méthode désuète. Ce n'est pas ça qui marchait. Il fallait vivre avec son temps ! Connaissant un peu le monde du travail je n'ai pas pu m'imaginer faire ce type de démarche, je n'arrivais pas à croire qu'un employeur pour recruter, attendait que les plus audacieux frappent à la porte des ressources humaines, du patron.

Les semaines ont passé, à chaque séance le même rituel, un tour de table pour faire le point sur nos recherches. Jean-Marc ne s'occupait plus guère de moi, d'abord j'avais une ou deux pistes à l'époque (qui ne menèrent finalement nulle part) et ensuite il devait penser que je n'étais pas le cas le plus critique. Il s'en prenait en revanche assez fréquemment à Philippe et Valéry, les bousculait. Il poussait l'un à démarcher les boulangeries peut-être en quête d'un stagiaire, l'autre à faire la tournée des bars et des hôtels de la ville.

Un jour j'ai posé une question à Jean-Marc. Je voulais savoir si, comme on nous l'avait dit lors de la réunion de présentation, il avait transmis copie de nos CV aux agences d'intérim partenaires du projet. Il m'a regardé incrédule. « A ma connaissance il n'a jamais été question de ça » me répondit-il. Certains de mes collègues, pourtant, avaient entendu la même chose et confirmaient mes propos » Jean-Marc nous regardait bizarrement, pour lui ça n'existait pas « En tout état de cause je n'ai transmis vos CV à personne et ils ne le seront pas ». Je me fâche poliment, joue un peu les portes paroles et maintient que Pôle emploi avait bien pris cet engagement et que ce n'était pas neutre dans le dispositif (c'en était même, peut-être, le seul aspect intéressant). J'ajoutais qu'il était aussi prévu, lorsqu'on répondait à une candidature, que le référent la soutienne et la motive personnellement auprès de l'employeur. Même chose, Jean-Marc tombe des nues, il ne savait pas. On ne lui a jamais rien dit de tel. Je le sens un peu fâché à son tour, je tiens bon pour le principe, mais intérieurement, je comprends que mes craintes étaient fondées, une fois de plus ça tomberait à l'eau. Il y avait bien un dispositif mis au point par Pôle emploi, mais dont la moitié ne serait pas appliqué. Une fois de plus c'était bricolé. Il est l'heure nous nous quittons sur cette mauvaise humeur partagée. Je ressens aussi une grande lassitude.

La semaine d'après Jean-Marc nous annoncera, suite à notre réaction, qu'il a rédigé un projet de lettre de soutien qu'il signera et que nous pourrions joindre à nos candidatures. Je l'utiliserai pour certaines offres, ça ne changera rien bien évidemment. Aujourd'hui encore, je pense que c'est lui qui aurait du rencontrer les employeurs ou leurs représentants, pour les convaincre qu'un tel ou une telle, qu'il connaissait, dont il avait pu évaluer les compétences et la motivation, pouvait convenir au poste, même s'il n'avait pas exactement le profil demandé. Les convaincre qu'il ne fallait pas préjuger de la nature de l'expérience ou de l'âge.

Finalement c'est quelqu'un que je connaissais par ailleurs qui me proposera un travail. Un travail pour la saison, un CUI. Ce qui veut dire en clair : contrat unique d'insertion. On retiendra évidemment le mot *unique*. J'ai accepté. Je dois avouer, j'avoue que j'ai été soulagé de quitter le groupe. Au lieu de me sentir dynamisé, je repartais de ces séances, de plus en plus, démoralisé. J'y étais bien intégré, j'aimais volontiers donner un coup de main à l'un ou l'autre de mes compagnons désarmé. Mais je me souviens aussi que jamais ne m'avait été plus désagréable l'impression d'être borgne au royaume des aveugles. Dans le déclassement social aussi il y a des degrés...

On ne peut pas dire que le principe de réunir des personnes à dates fixes, régulièrement pour les faire bénéficier de l'expérience de chacun, créer une émulation, rompre l'isolement du chômeur, que sais-je, soient par nature une mauvaise idée. Mais ce n'était encore qu'une sorte de dérivatif, une façon de contourner le problème, au mieux une nouvelle rustine pour un navire qui prend l'eau de toute part. Moi je suis parti au bout de quatre mois. Quoiqu'il en soit lorsque le cycle a pris fin, tôt ou tard, chacun sera reparti avec ses doutes, dans sa solitude. Combien auront trouvé du travail et combien un travail durable ?

Je n'ai jamais revu la plupart d'entre eux. Jean-Marc lui m'a appelé deux ou trois fois, il était tenu de le faire, pour me demander si j'étais toujours en poste et si tout se passait bien dans mon travail. Je le rassurais et l'invitais à venir boire un café. Il n'est jamais venu. J'ai entendu dire un jour que Frédéric avait trouvé un stage de cuisine à l'école hôtelière. Le même que je fis lorsque le Pôle emploi essayait encore de me proposer quelque chose.

Emilie fut une des premières à partir. Elle avait trouvé (peut-être lors d'une de nos séances de recherches) un travail saisonnier. Un poste de vendeuse dans la boutique de souvenirs du parc d'attraction de la région.

J'y suis allé l'été dernier en famille, j'espérais la revoir. Le contrat était-il terminé, était-elle en congé ? Je revois Lydia certains soirs dans une rue où je passe souvent en voiture. Grande, toujours élégante, elle semble toujours solitaire, bien qu'elle soit avec ses enfants, avec son chien, ou vraiment seule avec sa cigarette. Je la vois mais ne lui ai jamais reparlé. Je ne suis pas certain qu'elle ait très envie de se souvenir de tout ça. Je ne crois pas que chacun ait très envie de se revoir, que la situation de chacun ait beaucoup évolué. Et quoiqu'il en soit, même si on s'en sort, on n'aime guère revoir d'anciens compagnons d'infortune.

Avant-hier j'ai croisé Valéry chez le boulanger. Il avait l'air en forme. Je lui demande s'il est toujours en recherche (d'emploi). Il me regarde, me sourit, ne veut rien répondre. Je n'ai pas insisté. Il ne m'a rien demandé, nous nous sommes quittés comme ça. La seule chose que j'aurais pu lui dire c'est que moi non plus je n'avais pas de travail.

J'ai pourtant été *positionné sur « Trajectoire emploi » dispositif d'accompagnement personnalisé, pour accélérer votre retour à l'emploi durable dans les plus courts délais*. Combien de temps l'expérience, elle, aura-t-elle duré ? Ont-ils remplacé le dispositif par un autre ? Ce qui est certain c'est qu'aujourd'hui, après trois ans, Pôle emploi arrive d'autant moins à faire face à l'afflux croissant de chômeurs de toutes sortes, de tous âges. Il y a cinq ans de cela, un candidat à la présidence de la République s'engageait à réduire le taux de chômage à 5%. Aujourd'hui nous sommes à 10%. Si l'objectif demeure de retourner un jour au plein emploi, il faudra trente autres années pour y parvenir. On peut toujours espérer qu'une société plus écologique créera toutes sortes d'emplois, en quantité, il semble bien que la seule chose durable que l'on ait réussi à développer pour l'instant, ce soit le chômage.

Combien de temps, le travail pourra-t-il donc rester encore ce qu'il était autrefois : une valeur sacrée ? Quand ne sera-t-il plus qu'une idole déchue, de plus en plus difficile à vénérer avec la même ferveur ? Et que faire en attendant de tous ces êtres, ceux que j'ai évoqués ? Ceux là et d'autres comme ceux là, qui après eux arriveront sur le marché du travail. Que faire de tous ces êtres disqualifiés, hors des compétitions pour réussir, pour être performant ou pour simplement trouver un emploi ? Ils ne veulent pas faire partie des dominants, ils savent depuis bien longtemps qu'ils sont hors de ce jeu là. Ils n'espèrent pas faire une carrière, ni même avoir un emploi épanouissant, pas plus un gros salaire. Leur seul objectif est de s'en sortir et d'essayer de se réconcilier un peu avec eux-mêmes, en retrouvant une dignité sociale. Et qu'ils soient émigrés ou pas, enfants d'émigrés ou pas, méritants ou pas, qualifiés ou non, ou bien des râleurs, ils *sont* une vie. Ils ont chacun une vie à vivre, une seule, avec une mort au bout. En cela leur vie vaut toute autre, est aussi importante que n'importe laquelle. Je sais on l'a dit déjà, mais sans doute pas assez, pas encore assez.

A. Spoumi

INFORMATION !

Il n'y a rien à ajouter, Ils ont juste oublié qu'ils "jouaient" avec notre argent durement gagné à la sueur de notre front, et nous pendant ce temps-là..... que faisons-nous?

un peu de lecture : TRÈS INSTRUCTIVE !!!

Alors que le déficit prévisionnel de la Sécurité Sociale a été annoncé cette semaine et qu'une diminution des remboursements est au programme, penchons-nous sur le secteur de la santé et sur ses acteurs.



Le Pôle Emploi, fusion de l'ANPE et de l'ASSEDIC sur une idée de **Nicolas Sarkozy**, compte 50.000 employés.

La Sécurité Sociale, comprenant l'Assurance Maladie, l'Assurance Vieillesse et les URSSAF compte 120.000 employés.

Ces deux organismes ont été concernés par une réforme récente concernant les "complémentaires santé".

Depuis le 1er janvier 2009, 170.000 employés ont été contraints de résilier leurs contrats avec leurs mutuelles pour adhérer à une "mutuelle employeur obligatoire".

Ceux qui ont des enfants ont également été obligés d'inscrire ces derniers sur le nouveau contrat (sauf exception). **C'est une conséquence de la loi Fillon de 2003.**

C'est le même organisme qui a remporté les deux marchés (??????):

le groupe Malakoff-Médéric obtenant 170.000 adhérents supplémentaires. Ajoutez à cela les 800.000 salariés CHR (café-hôtellerie-restauration) qui entreront dans le dispositif en janvier 2011.

Cette compagnie d'assurance et de prévoyance

Malakoff-Médéric sur le marché français :

- > > n°1 des groupes paritaires de protection sociale,
- > > n°2 de la retraite complémentaire,
- > > n°3 en santé collective (classement Argus de l'Assurance).

> > Le groupe est né de la fusion de Malakoff et Médéric le

30 juin 2008, 6 mois avant la mise en place du dispositif "mutuelle obligatoire employeur" pour la Sécurité Sociale et le Pôle Emploi.



Le président de Médéric cède sa place au président de Malakoff : **Guillaume Sarkozy.**

Au Medef de 2000 à 2006, il a aussi été le vice-président de la CNAM de 2004 à 2005.

Guillaume Sarkozy est le frère de Nicolas.

Intéressons-nous maintenant au troisième larron :

François Sarkozy.

Pédiatre de formation, a abandonné la pratique pour l'industrie pharmaceutique depuis 2001.

Il siège au conseil de surveillance de Bio Alliance Pharma et est devenu le président d'AEC Partners dont une des missions est le conseil aux fonds d'investissement.



François Sarkozy a lancé une chaîne de télévision spécialisée internet financée par le laboratoire Sanofi. Ajoutons ses relations avec le groupe Paris Biotech Santé, l'un des protagonistes de l'affaire de l'Arche de Zoë. Il fait partie aujourd'hui des puissants lobbyistes de l'industrie pharmaceutique.

> > D'ailleurs le grand plan Alzheimer lancé par le gouvernement est un joli cadeau de quelques centaines de millions d'euros, une aubaine pour le secteur dont il défend les intérêts. A venir, le plan "Dépendance des Seniors" annoncé avant les prochaines élections présidentielles...

Trois frères

- l'un en charge de l'exécutif : notre Président,
- l'autre à la tête d'un des plus gros groupes d'assurance santé,
- le dernier sert les intérêts des laboratoires pharmaceutiques.

On peut légitimement nourrir des inquiétudes sur l'avenir de notre système de santé.

Les réformes engagées depuis 2004 ne font que confirmer sa détérioration et l'on peut prédire son démantèlement

d'ici quelques années. Tout dépendra sans doute de 2012...

Après cela, *étonnons-nous de l'acharnement* de **Nicolas** à réformer le financement des retraites (qui va fatalement s'orienter vers un système par capitalisation) et de sa "bienveillance" vis-à-vis de sa ministre Roselyne lorsqu'elle fait prospérer les grands laboratoires pharmaceutiques en leur achetant à-tout-va des millions de vaccins ... inutiles mais financièrement juteux !....

A faire circuler SANS modération, pour la bonne information des citoyens.

Sardines et couleuvres

C'était il y a un an jour pour jour. Il faisait beau, ciel radieux, l'époque des premières grillades sur le rebord de la fenêtre parce qu'il s'agit de manger des sardines sans enfumer la totalité des 37 m². J'étais avec, nous étions ensemble quoi, à parler, de tout de rien, des élections cantonales, des révolutions de l'autre côté de la mer, du monde, parler quoi. Je me souviens, ce jour là j'ai dit :

« Sans doute que, pour l'année prochaine, il est capable de faire sauter le métro afin de gagner les élections. »

En face de moi, un silence, un sourire et puis :

– Au fond, oui, pourquoi pas ! »

J'ai souri moi aussi, de ce sourire qui n'a rien de drôle non, mais qui fait simplement appel à un accord tacite afin de changer de sujet au plus vite, revenir au présent, au partage : ne pas gâcher... la sardinade !

C'était il y a un an donc, le repas fut très bon, les sardines excellentes, cependant aujourd'hui nous goûtons les arêtes ! Pas d'attentat dans le métro non, mais... le fameux, le seul, l'unique, l'incontournable TUEUR AU SCOOTER. Quel titre merveilleux ! Non, il ne tue pas à la hache, ni à la mitrailleuse, il est, c'est phénoménal : LE TUEUR AU SCOOTER ! Serait-ce trop demander, une fois de plus, une fois encore, une fois toujours, serait-ce trop demander aux médias que de cesser de nous proposer de la télé-réalité à chaque fois que les faits demandent de la retenue, de l'analyse, de la pensée ? Mais revenons à l'affaire : elle est plus que douteuse.

D'abord, quelle aubaine pour les media que le long siège du Tueur suivi en direct comme un match de foot, en multipliant les excitations répugnantes dans l'attente de la curée.

Et qui ordonne la curée ? Notre Président, pour en tirer quels bénéfices ? Cependant que son cher ministre à tête d'inquisiteur supervise toute l'opération pour sa publicité et celle de son employeur.

Plus de trente-deux heures de siège afin de rendre plus passionnant l'hallali : il s'agissait d'exciter l'attente du public tandis que les forces de l'ordre s'imposaient ce délai pour s'emparer sûrement du Tueur vivant et l'offrir à la justice.

Pourquoi alors l'assassinat de l'assassin : 22 balles dans les membres + 1 mortelle dans la tête + 1 mortelle dans le ventre, selon l'autopsie.

Pourquoi assassiner celui qui était pris et qu'il suffisait d'endormir ? Quelqu'un avait-il peur qu'il parle ?

Mais parle de quoi ? Ce n'est qu'après sa mort que l'on apprend qu'il fut un délinquant précoce fiché par la police... Qu'il a voyagé ensuite en Afghanistan, au Pakistan, en Israël... Fréquenté sans doute des camps d'entraînement « terroristes », été expulsé et bien sûr fiché par les *services* américains, qu'il a peut-être eu des contacts avec nos propres *services*...

Et bien sûr on renvoie à Al-Qaïda : l'organisation qui patronne tous les attentats, tous les crimes, la perpétuelle accusée qui a l'avantage de symboliser les méfaits de l'islamisme, toujours coupable et toujours introuvable...

A la lecture de tout ce que nous venons d'écrire, ce n'est pas, il me semble, être paranoïaque que d'en appeler à la vigilance de chacun devant les diverses manigances, duperies, dont nos gouvernements sont capables... à moins que, comme la plupart des médias, nous voulions cautionner LES ETRANGLEURS A LA COULEUVRE...

Anonyme

<i>installation</i>	<i>i</i>
<i>humaine</i>	<i>h</i>
<i>anonyme</i>	<i>a</i>
<i>laissée là par</i>	<i>l</i>
<i>inadvertance</i>	<i>i</i>
<i>: des « ihali »</i>	

Quelques ihali
par
Julien Blaine

Onzième :
installation dans une prairie
à Bussièrès

Là, on vérifie ou on constate que « l'inadvertance » peut signifier « dans un autre but » :
LAISSER LÀ PAR INADVERTANCE = LAISSER LÀ PAS POUR ÇA.
le but réel est – soit disant – de protéger le bois à brûler des intempéries mais,
à la vérité, cela montre et démontre l'installation, même si, casuelle.

Si j'ai remonté cet album, c'est pour démontrer – une fois encore – qu'à partir
d'UNE SEULE page (une de ces trouvailles, vaille que vaille) on peut déplier, développer, relier TOUT UN ouvrage...

Québec 15 mai 2007, 6h50
je me promène dans le gris et sous le mouillé : des *ihali* partout style *Arte Povera*,
détritus, résidus, déchets, cartons, chiffons, loques...
L'abandon de la chose au bénéfice du passant voyeur qui la regarde et la voit puis la considère : *œuvre*.

Qui est le plus cultivé,
celui qui lit des milliers de kilomètres typographiques
ou
celui qui lit des milliers de kilomètres topographiques ?
le lecteur de lignes ou le lecteur de routes ?
le lecteur de livres ou le lecteur de paysages?



Douzième :
boite à lettres à Ospitaletto (Brescia-Italie)
abandonnée voir page ci-contre



CA

Tous ces artistes
provisoirement *historiques*
ne reconnaissent pas leur maître,
au mieux le méconnaissent,
ou pire ne le connaissent pas.

NDR
(NOTE DU RECUEILLEUR)

NOTES ADDITIVES:

Des *Poèmes Métaphysiques* (1986) à hui, les «lhali»,
en passant par Jules Van et Alias Vie-Art,
j'ai toujours chercher à vérifier où s'exerçait le génie anonyme,
pire nommé : populaire.

Souvent je repère tel ou tel «lhali» mais il faut que je le retrouve pour le photographe.
Certains se perdent d'autres survivent et parviennent à ce livre ainsi cette installation monumentale,minérale et inutile*...
Toute prise de vue est bonne à prendre, à partir d'un téléphone portable à un appareil jetable.

Est-ce mon regard qui destine où est-ce plutôt le hasard qui crée de tels rapprochements ? Est-ce un question cadastrale ou une
question mentale ?

* «lhali» vingt deuxième





Vigo (Galice)

une future exposition additive de ces choses photographiées :

<i>installation</i>	<i>i</i>
<i>humaine</i>	<i>h</i>
<i>anonyme</i>	<i>a</i>
<i>laissée là par</i>	<i>l</i>
<i>inadvertance</i>	<i>i</i>
<i>: des «ihali»</i>	

← *trente septième :*

Dans la rue qui monte vers mon hôtel, la tête remplie par le déroulement mental et fictif de ma future déclara©tion au Verbum, Casa das Palabras, cette rencontre avec le graffiti émanant d'un bouquet d'affiches froissées comme une feuille s'échappant...

Julien Blaine

**Quand notre vénéré Président candidat prend un bain de foule,
il ne voit que des sympathisants, tant le tamis des filtres est serré**

À mes proches...

On peut s'envoyer des mails humoristiques, touristiques... et c'est bien agréable !

On peut parler de météo, de foot, de ski, de VTT, de loisirs, de voyages, de la famille... Mais on est aussi des citoyens, et j'espère pouvoir évoquer avec des interlocuteurs « ouverts », ce qu'est devenue, en 2012, la nation française, ce que vit actuellement le peuple français, le peuple grec, le peuple espagnol... ! Dans cette optique et vu que mon « statut de retraité » m'en laisse le temps, je me suis intéressé à la venue de SARKO en Ariège ! N'étant ni élu, ni militant de l'UMP, je n'ai bien sûr pas été invité...

Mais, je n'ai pas voulu manquer un tel... ÉVÉNEMENT, même vu de l'extérieur et je ne le regrette pas, car j'ai vécu intensément QUATRE moments « forts », que j'ai envie de vous narrer et de partager avec vous !

1°) UN FORMIDABLE DÉPAYSEMENT : Étant donné que je connais comme ma poche toutes les routes du secteur « visité » par Sarko, le matin j'ai... exploré le coin ! Des Pujols, via La Tour du Crieu, Riveneuve du Bosc, Las Parets, Villeneuve du Paréage et zone industrielle du Pic de Pamiers. Le quartier de Cazalas était « interdit » et Jojo Doussat n'a pas dû vendre beaucoup de pain. J'ai réussi à me « faufiler » en voiture, en invoquant des destinations fictives et je me suis retrouvé en COREE du NORD: véhicules et groupes de policiers à chaque intersection, plus policiers tout le long des routes: près de chaque maison, de chaque chemin... de chaque arbre... PAMIERs était devenu PYON GYANG !

2°) J'AI CÔTOYÉ la FRANCE « d'EN HAUT » : Puis j'ai essayé de m'approcher, en voiture, de la salle de la Rijole, dans la zone industrielle. J'ai réussi à franchir un premier barrage en venant de l'abattoir et en exigeant d'aller chez Arnaudière : les policiers, je pense, ont noté mon numéro et m'ont laissé passer. Deuxième barrage, un policier que je connaissais m'a dit « M. Donat, je vous laisse passer mais vous ne pourrez pas arriver chez Arnaudière » ... et le 3° barrage m'a été fatal : il m'a fallu laisser la voiture. Donc j'ai continué à pied... et j'ai avancé, en compagnie de gens qui « portaient du beau linge » !!! J'ai vu une noria de bus débarquer des gens, sans doute venus d'autres départements pour remplir la salle de la Rijolle et je n'ai connu personne... (il n'y avait sans doute pas assez d'invitables» en Ariège). Puis ce fut le barrage « fatal », ou il fallait présenter : accréditation, invitation, badge... et je n'ai pas pu aller plus loin, le « filtrage » étant impitoyable ! Pour approcher Sarko, il faut le... mériter !!! Si vous avez vu à la télé Sarko serrer des mains, ce n'était que des sympathisants soigneusement triés et filtrés au sein de l'espace protégé (d'ailleurs cinq personnes non invitées ont été arrêtées...) Donc, il ne me restait plus, pour continuer, qu'à aller participer à la manif ...

3°) J'AI CÔTOYÉ la FRANCE « d'EN BAS » : Là, je me suis senti parmi les miens... des copains... des enseignants, beaucoup de retraités, beaucoup de femmes, des syndicalistes, des militants, des élus qui avaient boycotté Sarko, notamment : Nicole Quillem (maire de Mirepoix), Jean Cazanave (conseiller général de Mirepoix)... ils m'ont dit avoir été relancés 6 ou 7 fois par la préfecture, pour « honorer leur invitation... » puis se sont joints aux manifestants, les ouvriers de l'usine. La manif, loin de Sarko, était autorisée à la place S^{te} Hélène (la place de Millane étant réquisitionnée pour les véhicules des invités de Sarko). La manif était « bon enfant », 3 policiers et 2 RG empêchaient la montée vers la gare. Puis la manif grossissant, l'avant a commencé à monter et les policiers se sont écartés. Alors, logiquement, s'est mis en place un cordon de sécurité infranchissable, au niveau du rond

point sous la gare : véhicules de police cote à cote, cohortes de policiers « cosmonautes » avec boucliers et harnachements... impressionnant !!! Le cortège des manifestants s'est arrêté à quelques mètres avec banderoles, chansons... Je suis allé devant, voir les manifestants, il n'y avait ni casseurs, ni holligans... que des banderoles, des slogans et des « vieux » comme moi, qui chantaient la Martelais ! Et on était « surveillé » par un hélicoptère qui stationnait au dessus de la manif.. du jamais vu pour moi ! Mais des pétards (amenés par des manifestants) ont éclaté au sein de la manif... alors là, grosse panique en face. Crime de « lèse majesté », Sarko risquait d'entendre le bruit des pétards... et de la contestation et tout d'un coup, brutalement...

4°) J'AI RAJEUNI de 44 ANS : On a été arrosé de bombes lacrymogènes et des balles (en caoutchouc ??) ont été tirées. Je n'avais plus vu ça depuis mai 68. J'ai vu des gens se tordre de douleur par terre... , nos yeux et nos poumons brûlaient ... effrayant !!! Incroyable !!! Là, écœurés, mes copains et moi, sommes partis et je suis allé m'oxygéner les yeux et les poumons à la campagne... Voilà ce que j'ai vécu : la France coupée en deux : les « petits fours » d'un côté et les « grenades et la violence » de l'autre... ! Et rassurez vous, braves gens, c'est pas la crise pour tous : la salle de la Rijole à Pamiers a été spécialement refaite de neuf... moquette au sol, goudronnage autour... les cire-pompes de Sarko craignaient qu'il salisse les siennes. L'Elysée a même veillé à ce que les personnels approchés par Sarko soient habillés de neuf... Rassurez-vous Trigano (maire de Pamiers) a affirmé que ça ne coûterait rien au contribuable (sans doute ces frais seront payés par une valise venant d'Andorre !!!). Puisque ça ne coûte rien au contribuable, pourquoi donc Sarko ne visiterait pas 10 000 villes en France, 10 000 sites seraient refaits à neuf, ça donnerait du boulot aux entreprises... sans rien coûter aux contribuables !!! Ils nous prennent pour des débiles !!! Autre malaise, dans l'armée, cette fois, puisque Sarko est passé devant la caserne du 9° RCP et ne se serait pas arrêté se recueillir sur la stèle de plusieurs

soldats de Pamiers, qu'il a envoyé se faire tuer en Afganistan !!!! Bref, j'étais Sarko-phobe et je suis devenu Sarko-phage et ... désolé pour mes lecteurs Sarko-philes !!! Et je pense que la prochaine élection va être capitale concernant la société française: comment et surtout QUI va payer la dette abyssale actuelle de la France ???? Est-ce que ce sera encore le peuple ???

Je me permets de rappeler que la dette était de 1150 milliards d'Euros après Chirac et qu'elle est à ce jour de 1780 milliards d'Euros. Au sujet de la dette, je me permets de conseiller aux curieux de lire le «Mariane» de cette semaine, c'est très instructif !!! Sarko a augmenté la dette de 630 milliards d'Euros: 130 pour la gestion de la crise et 500 pour sa gestion (et ce, malgré les milliers de suppressions de postes de fonctionnaires et l'état actuel pitoyable, notamment, de l'éducation nationale). Il ne faut pas tout ramener à notre argent et il y a d'autres problèmes cruciaux à traiter, mais, à titre indicatif je viens de calculer que notre pension nette a augmenté de 1,8% entre novembre 2006, pour moi, et février 2011(4 ans et demi) puis de 1,7% en février 2011....comparez aux augmentations de ce que nous payons !!! Les fans de Sarko me diront, «ça ne sera pas mieux avec l'opposition», je leur répondrai : « c'est possible, mais ce qui est sûr, ça ne pourra pas être pire pour le peuple » !!!!!

Alors ????? Attendons les élections !!

*Jean Donat,
retraité, ex enseignant du Lycée de Mirepoix*

J'ai mal à mon droit de vote

Je suis née avec le droit de vote.

A peine sortie de l'adolescence, on enlevait les pavés du boulmich, descendait de son piédestal le grand Charles, l'image du père tout-puissant, on faisait entendre sa voix, son envie de l'impossible dicible, on avait enfin un chantier où laisser s'exprimer sa pulsion de vie. Il suffisait d'unir nos voix pour que les murailles tombent, nos utopies voient le jour. C'était grisant, l'horizon enfin s'ouvrait sur du possible. C'était vivre la toute puissance de nos désirs, c'était croire, oui croire un instant qu'on existait dans le monde et qu'on avait prise sur le temps. Oui c'était grisant après les brumes obscures d'une adolescence sans histoire avec ce qu'il faut de connaissance d'ailleurs pour que dans ce va-et-vient s'ouvrent des espaces d'interrogation, des révoltes informes. Enfin le temps nous offrait un espace, un lieu pour débattre et mettre en œuvre nos idées.

On se fâchait avec les amis de nos parents qui n'en finissaient pas de les alerter des dérives révolutionnaires voire anarchistes de leurs enfants. Insensibles à ces alertes, nous enfrenions les obstacles, les barrières tombaient, ensemble, oui, tout était possible.

Vint un Pompidou bonhomme, guère révolutionnaire mais qui goûtait à l'Art Moderne et aux pieds de veau, très vite des lézardes, mais son courage face à la mort assourdirent un temps les grondements... Courage et travail, les bonnes vieilles valeurs de papa restaient des rails solides.

Puis un Giscard, sa jeunesse et son « Oui Mais ». Il fallut peu de temps pour qu'on se sentit chevaux lancés au galop qu'un coup de rênes brutal ramène au trot, élan brisé. Les « je viens dîner chez vous ce soir » l'idée

rapprochait cet empereur du peuple. « Oui mais » l'image se brouille vite, « je fais comme si, mais je ne suis pas vous », miroir du mensonge et du mépris, révolte.

Les débats échauffent, on utilise le droit de faire de la politique dans les lycées et les Universités, voire les usines. Les esprits bouillonnent, les machines à penser sont lancées, à fond.

Parallèlement, la jeunesse « soixante-huitarde » s'essaye aux communautés, les plus conformistes se marient, ont des enfants. On apprend la vie, la patience, les contraintes, les compromis, la compromission, le piège se referme, on se retrouve en révolte.

On chiraquise, on cohabite, on se réenflamme le 10 mai 81.

Avec Mitterrand, regain d'enthousiasme, des fenêtres s'ouvrent. L'espoir à nouveau, mais avec lui on apprend la complexité du jeu politique et on découvre que même dans un champ bien labouré il est difficile de marcher et d'y planter ses fleurs précieuses comme l'espoir, la droiture, le respect de soi et le faire respecter l'autre.

On pleure, on trébuche, on enterre dans les fossés au bout du champ de ruines le beau en nous et on apprend à esquiver, à dissimuler, on n'a plus d'espoir, on apprend quoi d'autre ?

La vie et ses faux semblants, le découragement, on s'enterre. On devient clandestin de nous-mêmes, on abandonne la politique et ses mirages et on plante ses petites fleurs fragiles, parce qu'on y croit toujours, dans nos jardins, pour nos enfants, mais à quoi croit-on vraiment ? A plus grand chose, pourtant on reste vigilant.

Et puis vient le temps avec Chirac de l'énergie et du profit, on reste apathique.

Tiens l'alternance, on ouvre un œil, peut-être là un interstice, ouille c'est pire il y a du sang partout. On referme les yeux.

Et puis on est dans sa petite banlieue, on a planté ses petites fleurs, on les soigne, on les offre aux enfants et...

La vie locale. Et si là on jouait là sa partition, dans sa petite ville, à son échelle et si on se réveillait on essayait encore, loin de la politiques des partis, le « ensemble » et c'est reparti, on ranime les réseaux, on est amis, heureux d'être ensemble, de se brainstormer, de s'émouvoir encore, d'avoir des idées, et surtout se mettre au défi de les mettre en œuvre. On gagne haut la main et c'est parti pour enfin la grande aventure. On part à fond, euphorie de partir ensemble, on réaménage, réorganise la ville, on repense les espaces pour les enfants, les poussettes, les handicapés, les sans-espoir, on construit, nettoie, élargit, on se remet au vélo, on protège les enfants, les mamies, on développe des lieux de vie, on fait de la musique, on affiche des expos pour tous, on va vers les « gens », on explique, on écoute, on dit bonjour aux voisins, on a des trains à l'heure, ce n'est pas parfait mais c'est mieux. On vit.

C'était oublier que dans l'ombre il y a les partis qui regardent, guettent, attendent leur heure, ils n'allaient pas laisser se développer des électrons libres sans en profiter, revendiquer la paternité. Subventions soumises à compromission. L'équipe se divise, des intérêts divergent, les « ego » ressurgissent, on se fâche, « ils » ont gagné, on s'en va, une fois encore déçus, aguerris certes mais sans solutions, on retourne à sa vie.

On rentre à la maison et on se dit : cette fois, c'est fini. On a compris. Tout ça, c'est pas pour soi, on laisse le monde tourner sans nous.

Enterrée la morale de papa, morts les *Peace and love*, les idées généreuses, le pas vers les autres, on est désespéré, seul, divisé et toujours rebelle.

On fait face à ses enfants, avec bien peu encore dans le cœur. Le chemin est étroit pour guider leur jeune adolescence.

On est défaitiste, on ne croit plus en rien, même plus en soi. On est contre tout. Tout quoi ? tout ce qui a tué l'espoir. Alors on lit, on philosophe, on plante ses salades, on aime ses amis, on étouffe un peu, un tout petit peu, on va voir ailleurs comment ça se passe. On n'a plus les illusions de la première jeunesse mais on croit encore quelque chose de possible, donner un peu d'espoir.

2007. Coup de tonnerre !

Un Sarko. Inimaginable encore il y a cinq ans.

On quitte le pays ou on affronte.

Et c'est parti pour une navigation à vue, incompréhensible plus exactement si on n'a pas les bonnes cartes, coup de barre à gauche, puis à droite toute, 45° au nord, 10 au sud, la boussole s'affole, on perd le nord. On a le tournis, le mal de mer, le monde est fou, sables mouvants, trous d'air, le cœur au bord des lèvres. On saigne de partout et surtout, surtout on s'affole pour nos enfants. On reprend son bâton de pèlerin pour planter un cap. Cette fois, le bâton, on a appris à le manier aussi, contre.

2012 c'est reparti. Urgence, il faut faire bon usage de notre droit de vote.

On nous explique, il faut voter : à droite, à gauche, au centre, trois quarts centre, arrière gauche, extrême des extrémités. Là on n'a plus droit à l'erreur, au risque de ne pas se retrouver là où on voudrait.

En 2002, certains en ont déjà faits les frais. Voter contre a tué le vote pour.

Question : voter contre est-il égal à voter pour ? Et non ! Nous voilà lamentablement obligés de négocier, voire marchander notre voix.

Il est loin le temps où on s'enthousiasmait d'enfin pouvoir l'utiliser

cette petite voix. Mais dans le jeu codifié des élections, on peut aussi rester sans voix.

Si notre porteur de voix trébuche au premier tour, il nous faut sans hésiter voter *contre* la catastrophe, pour autant notre voix n'est pas *pour* lui. En temps normal, nous aurions voté *contre*.

Funeste destin de notre liberté de vote.

Va-t-on devoir recommencer encore une fois cette mascarade ?

On est plutôt tiède, il va falloir voter *pour* afin d'être sûr d'avoir bien voté *contre* !

On a mal à la tête, on ne marche plus dans ce grand marchandage.

S'insinue alors que, pour garder un peu de respect envers soi-même, il nous faut la garder, notre voix.

Elle donnera de la voix librement, elle s'indignera avec pour seul moteur sa propre indignation, loin de toutes récupérations. Quel luxe !

Entre moutonzetlions il y a encore des fleurs libres à faire pousser, sinon, à quoi bon aller vers demain.

Fatigué, on s'arrête un instant menton dans les mains, on s'étonne d'en sentir la chaleur, le souffle léger, de percevoir les épaules qui s'affaissent imperceptiblement.

Fin d'après-midi de février, le dernier rayon de soleil teinte d'ouest en est les toits de tuiles, d'un rose lumineux et si doux.

On est vivant, dans la lumière, notre voix flotte là, vivante, attentive et mobilisable à tout moment, libre et ... à sa place.

C. Chenay

Quelque chose doit être dit. Et les mots ne suivent pas

Tout est bruit et il n'y a pas de mot pour le bruit. Le bruit prend force et tue ce que l'on veut dire. Tout craquelle côté corps – âme en creux. La main sur la bouche. Craquelle en vide, en manque. La main sur les oreilles et les yeux. La main sur la craquelure – solitaire – en proie aux cris qui grandissent à travers les murs. On se cache derrière....On vaque à flux à désirs. Vaquent et le cœur et le corps et la phrase. Cela flaque et rien ne doit sortir. Rien de la bouche fermée. Diguer les mots. Se taire. Quelque chose doit être dit. Et les mots se cassent vite. On ne parle pas la fenêtre fermée... On n'en parle pas. Faut isoler le vent. A trop l'habitude des petites fuites, des petits replis. N'est pas concerné par ce qui hurle, hurle.

On. Le on ne sait rien. Ne pas bouger. On n'a rien vu, ni entendu. Ne s'en mêle pas. S'en lave.

Laisse les choses courir, courir, pourrir loin. Au loin. L'inconnu pourrait être mortel à l'autre bout de la rue.

C'est bien connu, nous marchons sur des cadavres, même si ne nous le voulons pas On fait corps avec le corps assis sur le trottoir. Juste à peine malade. Juste à peine blessé. Il ne possède rien. Ne décide de rien. Tâche même de se rendre invisible. Ne regarde pas. Voir n'est pas si simple, voir passe dans le corps comme la pluie, la boue, le soleil aussi.

C'est bien connu, l'inutile au monde échappe. Pue, si l'on s'approche, la vinasse ou la bière. Ne tient même plus de pancarte : j'ai faim. C'est bien connu, cogne, tombe, riposte, pisse : sang, injures. Ne sait pas mourir, encor moins vivre.

La violence, la coupure des corps échappe à toute mesure, ne se touche pas. Le cœur se serre et l'on reste immobile. Il n'y a plus de mots à se mettre sous la dent. Ils restent silencieux. La langue est menacée d'asphyxie.

Ne parle pas, ça parle. On passe pour survivre. Nous ne n'y pouvons rien. Catherine vient de m'appeler, elle ne pourra pas venir, pas de quoi payer le bus, attends l'argent. Il tombe le 5.

Quelque chose doit être dit. Et les mots ne suivent pas.

Six heures sur le trottoir. Les yeux vides. Tout a basculé. Que s'est-il perdu quand son mari l'a quitté ? Que s'est-il arraché lors de la saisie de meubles ? Que s'est-il passé ?

Fait des ménages à 60 ans, le dos en compote. Craque, dort chez ses enfants. On ne peut faire autrement, la pâleur et le froid sucent à l'intérieur. Le lendemain se courbe. C'est comme ça, on ajuste. La hargne endormie, on dirait de la mort pour de vrai, elle part dans tous les sens.

Exclus, parqués ou rangés dans le tiroir d'une servitude perverse, *les pauvres* sont une marchandise comme les autres. On fera taire en nous la pensée qui sait secrètement le risque de connaître le même sort.

Catherine change souvent d'endroit, son nécessaire peut entrer dans un seul sac. Elle a appris à ne pas s'encombrer du reste. Plus question qu'elle s'achète des vêtements, qu'elle aille chez le coiffeur. Lit le « 20 minutes » gratuit. Chaque centime compte. Fait ses courses à L.

La pauvreté est simple et le présent le seul refuge. Pas d'autres choix que de prendre l'éphémère d'un rayon de soleil jusqu'à ce que le corps sue de l'eau et crée un plus grand froid. Après le marché du samedi, morceler la pêche avec les doigts ensuite en lécher le sucre, dit-elle.

Tout est laminage à chaud, à froid. Coup de poing au ventre. On pourrait dire que ça passera, il faut que cela passe, mais à la longue tu te dis que ça sent mauvais, jusqu'à ce que... tout déborde.

Là, violemment, une colère sort et son claquement a une odeur de sang...

Erwann Rougé
19/02/2012

Chambre 227

Dans la chambre 227
la blancheur est indifférente
aux deux lits aux deux allongés

Un hanneton à tête d'homme
qui a trébuché sur le verre
en morceaux et continué
de rêver même s'ils l'avaient
entaillé avant de le suivre

et un ouvrier agricole
aux mains d'écorce d'olivier
qui sanglote comme un nuage
de ne plus caresser la terre
ou la porter jusqu'à ses lèvres

Dans la chambre 227
aucune sonate aucun lied
le silence tremble et désole

J. Poëls

Regardé

Un regard comme appuyé
sur le front de l'assombri
qui ne tient guère debout
se retire automne après
automne sans leur oubli
mais n'échappe pas au blanc
halluciné de tels yeux
au milieu de mille lignes
que rien n'évanouirait
en dépit du mauvais rêve
passé le travail forcé
si ce n'est un pointillé
de sang à les apeurer
obsédant de s'appuyer
sur le reflet ou l'envers
de ce liseré curieux
entrevu toute une vie

Si demain est contemplé
contemplé de même le feu
lointain qui ne s'attend pas
à Hermès ni à son trouble
ni à sa moquerie des jours
trop flâneurs il n'y a guère
un regardé ne s'éprend
d'aucune saison de foule
dont les crachotements vont
pour assombrir puis blêmir
blêmir puis brunir le front
auquel un fronteau serait
cloué et le surprendrait.

J Poëls

Vive la hausse qui baisse

« Une baisse tendancielle de l'augmentation du nombre de chômeurs ». Le cynisme de cette appréciation révèle un gouffre entre le point de vue du Président et la baisse tendancielle de 6200 nouveaux chômeurs. Qu'on se moque à ce point là des travailleurs privés d'emploi, il y a de quoi hurler. Forts de l'avis présidentiel, les media oublient, ou même nient, le drame de ces 6200 foyers tout comme le bilan globalement négatif du quinquennat. Il est vrai que comptabiliser seulement 6200 chômeurs de plus en un mois, quand on a réduit 700 000 travailleurs au chômage en cinq ans, est la preuve d'un sens social très vigilant. Il faut donc vous féliciter cher Nikola Squarcizy de fabriquer un euphémisme avec une contre-vérité... Mais qu'est-ce pour vous que la vérité sinon une manipulation de son contraire afin de tromper les consciences, c'est-à-dire les avilir. La suite ? Adressez-vous à TF1, on y fait du sensationnel avec vos mensonges : afin de vous servir. Tout cela est à mourir de rire... sauf que de rire on n'en meurt pas, et que mourir ne fait pas rire. Être au chômage, Monsieur, ne le fait pas davantage.

LE PARTI DES ARTISTES ET DE SES PUBLICS
LE P.A.P
(PRONONCER PAPE)

Ainsi, cette campagne pour les élections présidentielles va s'axer essentiellement sur le *social* (à gauche) et autour des *sociétés* (à droite)...
On parlera un peu du *nucléaire* à gauche, de moins en moins
et un peu des *notations* des instituts américaines à droite, de moins en moins.

Pas un mot sur la culture et encore moins sur l'art et la littérature !

Nos candidats des partis anciens & traditionnels de l'extrême ` droite à l'extrême gauche en passant par les centres ne savent plus ce que c'est.

Mais l'art, la littérature et la musique ce sont les maladies endémiques de la France,
c'est sa force et c'est ce qui la fait rayonner intentionnellement
par l'import-export des artistes et de leurs créations
par l'import-export des écrivains et de leurs traductions
par l'import-export des musiciens et de leurs compositions

ARTISTES, POÈTES, MUSICIENS DE TOUTE LA FRANCE UNISSEZ-VOUS !
SPECTATEURS, LECTEURS, AUDITEURS DE TOUTE LA FRANCE REJOIGNEZ-NOUS.

LE PARTI DES ARTISTES ET DE SES PUBLICS
LE P.A.P
(PRONONCER PAPE)

ARTISTES, POÈTES, MUSICIENS DE TOUTE LA FRANCE UNISSEZ-VOUS !
SPECTATEURS, LECTEURS, AUDITEURS DE TOUTE LA FRANCE REJOIGNEZ-NOUS.

& ADHÉREZ :

MEMBRE ACTIF : 10 €

MEMBRE BIENFAITEUR À PARTIR DE 100 €

MEMBRE DONATEUR À PARTIR DE 500 €

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

TÉLÉPHONE :

COURRIEL :

ET JE DEVIENS :

MEMBRE ACTIF ☐

MEMBRE BIENFAITEUR ☐

MEMBRE DONATEUR ☐

Adhère au P.A.P.

C/O Ventabren Art Contemporain

131, aire des Bonfils

13122 Ventabren

(adresse provisoire = droit d'asile)



Contributions de Julien Blaine, Edith Azam, Bernard Noël, Nanni Balestrini, Jean & Fabrice Kehayan, Patrick Chamoiseau, Serge Letchimy, ainsi qu'un recueil de témoignages établi par les auteurs...

Qu'est-ce que BAN ?

C'est le rassemblement de plusieurs générations – (69 ans / 81 ans) à l'initiative de la plus jeune (38 ans) – dans le but de dénoncer un certain état ordurier du présent afin, bien évidemment, de le combattre.

Nous n'avons pas d'illusions quant à l'avenir mais une volonté de résistance qui nous interdit la résignation et le renoncement. Cette résistance, nous pensons la développer par la réflexion et par le rassemblement de témoignages venus de milieux et de pays très divers. Ainsi, des écrivains se proposent de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas et de créer pour cela un lieu d'expression qui ne sera pas, comme d'habitude, réservé à leur seul usage.